

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13562 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 4-LUNDI 5 SEPTEMBRE 1988

Une Constitution pour le Brésil

Cette fois, c'est fait. Il aura fallu cinq projets successifs, plus d'un an de débats parlementaires et de conflits ouverts avec la présidence, sans compter des années de transition vers la démocratie, pour que le Brésil se dote d'une Constitution civile. Adoptée le vendredi 2 septembre, le texte met un terme définitif au régime autoritaire hérité du gouvernement militaire qui avait tenu le pays de 1964 à 1985. Et le projet final, qui devrait être en principe achevé le 16 septembre, sera promulgué le 23. Date symbolique choisie pour coïncider avec le printemps austral ?

Car l'adoption de cette charte constitutionnelle — obtenue au prix de quelle « ascèse » politique ! — qui a subi pas moins de trente-neuf mille amendements, apporte une bouffée d'oxygène démocratique à ce Brésil étouffé par la crise. En témoignent l'euphorie des parlementaires lors du vote de mesures comme le droit de grève sans restriction, la journée de travail à la chaîne ramenée à six heures, ou encore la nationalisation des ressources minières. Sans oublier, évidemment, le fin de la censure, ou même cette limitation de la présence étrangère dans l'économie.

A bien des égards, ce catalogue de mesures générales et un tantinet académiques pour paraître, est en réalité le résultat d'une véritable révolution sociale. Plus de 120 millions de dollars, pour ne rien dire de la crise d'identité sociale qui déchire un pays dont près de deux tiers des habitants vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. « Qui paiera le note ? », avait lancé le président Sarney, cet été, alors qu'après bien des polémiques le texte définitif de la nouvelle Constitution prenait forme. Et le président, se faisant l'écho des milieux conservateurs, de jouer les Cassandre, prédisant une inflation accrue, une stagnation économique et une instabilité politique plus grande encore. Tant il est vrai que, depuis l'accession au pouvoir, en avril 1985, du peu charismatique et très contesté José Sarney, qui fut le vice-président de Tancredino Neves — l'homme-clé de la transition démocratique, disparu avant d'avoir régné — les réformes annoncées se sont enfilées.

La nouvelle Constitution brésilienne est, pour l'instant, une boîte de Pandore, mais elle aura au moins eu pour conséquence de donner une place de choix, dans ce « printemps brésilien », à l'architecture de ce pittoresque édifice parlementaire : M. Ulysses Guimarães.

A soixante et onze ans, M. Guimarães, qui préside aux triples destinées de l'Assemblée constituante, de la Chambre fédérale des députés et du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), aux aspirations centristes, n'a pas d'ambition présidentielle « avouée ». Mais il possède, à présent, « un crédit démocratique » inégalable aux yeux de tous ceux qui aspirent à un certain changement au Brésil, et qui ne savent pas toujours vers quel tournant.

Changement qui pourrait intervenir dès l'année prochaine. L'Assemblée constituante, ayant tranché en mars dernier, au terme d'une négociation byzantine, en faveur du maintien du présidentielisme et fixé à quatre ans le mandat du chef de l'Etat, les Brésiliens éliront au suffrage universel, en novembre 1989, le successeur de M. Sarney. Un exercice qu'ils n'ont pas pratiqué depuis 1960.

M 0146 - 0905 0 - 6,00 F



3790146006000 09050

Selon un rapport d'Amnesty International

Des centaines de civils kurdes ont été tués à l'arme chimique par les forces irakiennes

Dans un rapport publié le vendredi 2 septembre à Londres, Amnesty International confirme l'utilisation par l'Irak des armes chimiques dans le nord du Kurdistan. Des centaines de civils ont été tués. L'organisation humanitaire affirme que ces « massacres » s'inscrivent dans une « politique sys-

tématique et délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes ». Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), plus de quarante mille civils kurdes sont encerclés par l'armée irakienne, qui les empêche de rejoindre les quelque cent mille Kurdes réfugiés en Turquie.

Les perdants de la paix

Près de treize ans après l'accord d'Alger, conclu entre le chah d'Iran et le président irakien Saddam Hussein, l'histoire se répète, et tout semble indiquer que les Irakiens entendent profiter du cesse-le-feu, proclamé le 20 août, pour en finir une fois pour toutes avec leur « problème kurde », de la manière brutale qui leur est propre.

L'accord-surprise de mars 1975 avait bien scellé — provisoirement — la réconciliation entre les deux ennemis du Golfe. Mais celle-ci s'était faite sur le dos du peuple kurde, éternel sacrifié de tous les accords conclus dans cette région. Les peshmergas kurdes du général Moustapha Barzani, le chef charismatique du PDK (le Parti démocratique du Kurdistan), allaient d'ailleurs faire rapidement les frais des embarras d'Alger.

Le PDK était alors plus puissant qu'il ne l'avait jamais été depuis l'insurrection kurde de 1961. Sur le plan politique, il s'identifiait à l'ensemble du peuple kurde d'Irak et sur le plan militaire ses troupes se trouvaient à portée de canon des champs pétrolifères de Kirkouk. L'initia-

tive appartenait aux peshmergas, qui, armés sans compter par les Iraniens, avaient quitté leurs bases de haute montagne et commençaient à opérer dans les plaines centrales.

L'accroissement de l'assistance militaire fournie par l'Iran aux Kurdes avait cependant pris une signification politique évidente. Téhéran ayant désormais son mot à dire en ce qui concerne l'avenir et le sort même de la révolution kurde, qui était devenue dramatiquement dépendante de l'aide iranienne dans presque tous les domaines.

Plus tard on reprochera à Moustapha Barzani sa décision d'abandonner les formes traditionnelles de la guérilla pour mener une guerre classique, en affirmant que cette décision a constitué une grave erreur fondée sur le postulat de la permanence de l'aide militaire iranienne. Dans les huit heures qui suivirent les accolades d'Alger, les camions militaires iraniens commencèrent à récupérer l'équipement fourni aux peshmergas : pièces d'artillerie, munitions, équipements militaires et même des vivres dont pourtant

avait tant besoin la population du Kurdistan irakien menacée de famine dans certaines régions.

On comprend alors l'amertume du général Barzani, qui n'avait même pas été informé à l'avance de l'accord d'Alger, déclarant à un journaliste : « Il semble que les deux partenaires se sont surtout préoccupés de leurs intérêts et que l'accord a été conclu à nos dépens ». Il avait rencontré quelques jours auparavant le chah, qui lui avait dit que l'accord avait été signé « parce qu'il était vital pour l'Iran », avant d'ajouter : « Tout ce que je peux faire pour vous, c'est de m'engager à protéger les Kurdes qui choisiraient de se réfugier en Iran... ». L'effondrement fut rapide : un mois après la signature de l'accord d'Alger, la rébellion était pratiquement terminée et les peshmergas affluèrent en Iran, où le nombre des réfugiés dépassait rapidement les 250 000. On aurait pu croire que l'épilogue tragique de la glorieuse aventure barzaniste servirait de leçon aux héritiers de Moustapha Barzani.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 4.)

Le débat au Parti socialiste

M. Michel Rocard défend sa conception de l'ouverture

M. Rocard a affirmé le vendredi 2 septembre, à Vitrolles, que le gouvernement a un « projet » qui lie les préoccupations quotidiennes aux objectifs à long terme. Il répond ainsi à ses détracteurs socialistes et à l'opposition, qui lui ont fait grief de manquer d'un « grand dessein ». M. Rocard doit faire face à la pression des centristes, concrétisée par une lettre de M. Méhaignerie (lire page 6).

Les écarts de langage de M. Le Pen



Reçu, le vendredi 2 septembre, par le maire RPR du Cap d'Adge, M. Pierre Leroy-Basileau, M. Le Pen devait déclarer : « Il n'y a pas de majorité à droite sans le Front national. Cette vérité a fait son chemin auprès des responsables locaux ». Cette « vérité », en effet, a déjà fait son chemin dans plusieurs régions, avant, peut-être, de s'illustrer dans certaines majorités municipales en mars 1989. Plus que jamais pourtant, M. Le Pen s'est montré tel qu'en lui-même en lançant vendredi son calembour sur « M. Durafour... criminel ». Combien de « détails » de ce genre du centre accidenté arrivent à la « vérité » de cet homme, qui devrait, une fois pour toutes, rendre infréquentable ? — J.-M. C.
(Lire nos informations page 16.)

« Une affaire de femmes », au Festival de Venise

Un grand Chabrol

Avec « Une affaire de femmes », projeté vendredi 2 septembre au Festival de Venise, le public retrouve le meilleur de Claude Chabrol, et Isabelle Huppert extraordinaire.

Au Festival de Venise, ces derniers jours, on voit très haut parmi les symboles et les paraboles, entre Angelopoulos et Olmi, entre enfer et paradis. Mais Chabrol est venu, et soudain, dans un grand fracas vivant et lucide, nous sommes redescendus sur terre. Pour suivre l'histoire, inspirée de faits réels, de Marie l'avortueuse qui finira sur l'échafaud. Pas au Moyen Age. Hier. Pas loin de nous. Dans

un village normand à l'heure allemande.

Autant le dire tout de suite, « Une affaire de femmes » n'est pas seulement un grand Chabrol. C'est un grand film. Où Isabelle Huppert met mieux que du talent, l'inusable et volatile vérité de la vie.

Marie arrache des orties pour la soupe avec ses deux mioches à ses basques. La petite fille est jolie. Le petit garçon, l'aîné, est moins beau, elle l'appelle « mon vilain canard ». Elle l'aime bien tout de même. On est en Normandie et c'est la guerre. Le mari est prisonnier. Marie se débrouille comme elle peut. Elle a une amie, une vraie. Elles guin-

chent entre filles dans la salle du café au son de « Ici l'on pêche, vous y pêchez aussi ». Cette amie s'appelle Rachel. Un jour les Allemands l'embarquent. Parce qu'elle est juive. Et Marie pleure dans l'escalier son amie partie... C'est une bonne fille, Marie, et parce que c'est une bonne fille elle va rendre service à sa voisine qui a « un pépin ». Elle encaisse quand le fiancé part pour le STO et se peut rien promettre, c'est un pépin. Voilà comment on devient faiseuse d'anges. Pour rendre service et parce qu'on sait l'usage d'une injection de savon noir.

DANIELE HEYMANN.
(Lire la suite et l'article de JEAN-MARC TREOLLEYRE page 9.)

Nouvelles prisons : 13000 places

M. Arpaillange a modifié le plan de constructions de M. Chalandon

PAGE 7

La fin des grèves en Pologne

Les mineurs de Haute-Silésie ont repris le travail dans l'amertume

PAGE 3

Le scandale de la « mafia ouzbèke »

Le gendre de Brejnev devant les juges

PAGE 3

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bérézgovoy invité dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

ALAIN TOURAINE

ALAIN TOURAINE
LA PAROLE
ET LE SANG

LA PAROLE ET LE SANG

EDITIONS
ODILE JACOB

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,70 \$; Espagne, 175 pes.; Grèce, 160 dr.; Italie, 50 p.; Israël, 2.000 L.; Liban, 0,400 L.; Luxembourg, 40 F.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 G.; Portugal, 120 esc.; Suède, 335 F SFA; Suisse, 14 fr.; Thaïlande, 1,80 \$; USA, 1,60 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة من الأصل

Dates

Il y a trente ans

La Constitution de la V^e République

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wous

Rédacteur en chef :
Daniel Verrier

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde
Représentations au (1) 42-47-98-72

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 35-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Autres pays

3 mois 394 F 399 F 584 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 994 F 1 089 F 1 404 F 1 952 F

1 an 1 280 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENNOYER CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse

difficultés, ou

formuler leur demande

deux semaines

avant leur départ.

Toutefois la dernière

bande d'envoi à toute

correspondance.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Il y a trente ans, le 4 septembre 1958, le général de Gaulle présentait à la France la Constitution de la V^e République, qui allait être adoptée, le 28 du même mois, par 17 668 790 voix contre 4 624 511.

par François Luchaire
président honoraire de l'université Paris-I
ancien membre du Conseil constitutionnel

C'ÉTAIT la onzième fois depuis la fin de l'Ancien Régime que la France se prononçait par voie de référendum en matière constitutionnelle : elle avait toujours répondu « oui » sauf le 5 mai 1946, lorsque fut repoussé un projet de Constitution rédigé par une Assemblée constituante à majorité socialiste et communiste.

Bien que cinq fois modifiée (1960, 1962, 1963, 1974, 1976) la Constitution de 1958 nous gouverne encore ; au point de vue de la durée, elle occupe la deuxième place dans l'histoire constitutionnelle de notre pays (après la Constitution de 1875 qui, non soumise au référendum, fut appliquée pendant soixante-cinq ans).

Comment a-t-elle été élaborée pendant ces dix ans ?

Les idées du général de Gaulle étaient bien connues : il les avait exposées dans le discours prononcé à Bayeux le 16 juin 1946, et chacun savait qu'il n'en avait pas changé ; la loi constitutionnelle du 3 juin 1958, qui charge son gouvernement de présenter la nouvelle Constitution au peuple français, avait fixé les grandes lignes auxquelles tenaient les milieux parlementaires.

Dans le cadre ainsi tracé, il fallait travailler — et relativement vite — car le général de Gaulle voulait que tout soit terminé le 4 septembre, jour anniversaire de la proclamation de la République de 1870.

Sous la présidence de Michel Debré, alors ministre de la justice, et selon un schéma préparé par lui, un groupe d'« experts » rédigea, morceau par morceau, les articles d'un avant-projet ; dès qu'un groupe d'articles est prêt, il est transmis à un comité interministériel présidé par le général de Gaulle (1) ; une navette s'établit alors entre les experts et le gouvernement.

Elle aboutit à un avant-projet arrêté par le conseil de cabinet — c'est-à-dire en l'absence du président de la République, René Coty, dont la correspondance montre qu'il n'eut aucune influence sur la rédaction du texte — les 23 et 25 juillet.

Le « Cahier rouge »

Ce document, baptisé « Cahier rouge », est soumis à un Comité consultatif constitutionnel (CCC).

La consultation était la transaction consentie par le général de Gaulle aux députés, qui auraient voulu que le texte constitutionnel soit soumis au Parlement avant le référendum ; le comité se composait de seize députés et dix sénateurs (désignés respectivement par les commissions des lois des deux Assemblées) et de treize personnalités désignées par le gouvernement.

Présidé par Paul Reynaud, ce comité siège du 29 juillet au 24 août dans les salons du Palais-Royal ; Raymond Janot, François Luchaire, André Chandermaior, Jean Foyer et Erwin Guldner, sont commissaires du gouvernement.

A l'unanimité moins quatre abstentions, le comité adopte un avis qui amende l'avant-projet gouvernemental mais n'en modifie pas l'esprit général.

Après discussion des experts, un nouveau comité interministériel reprend alors le texte et, tenant compte de certains amendements du CCC, élabore un nouvel avant-projet, aussitôt soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Ce dernier examine le projet constitutionnel, d'abord au sein d'une commission spéciale ensuite en assemblée générale ; le

conseiller d'Etat Deschamps en est le rapporteur, assisté de deux rapporteurs adjoints, maîtres des requêtes, Marcel Martin et Jérôme Solal-Celigny ; les commissaires du gouvernement étaient les mêmes que devant le CCC.

Ces délibérations occupent plusieurs journées et même une partie des nuits ; un conseil ministériel examine les amendements proposés par le Conseil d'Etat ; puis, le 3 septembre, en conseil des ministres — cette fois présidé par René Coty, président de la République — arrête le texte définitif.

Le 4 septembre sur la place de la République, précédé par André Malraux et Jean Barthelemy — l'un exprime l'espoir gaulliste et l'autre la tradition républi-

caine, — le général de Gaulle présente au peuple français la nouvelle Constitution ; en réalité, celle-ci n'était pas tout à fait prête ; il manquait quelques virgules et certaines concordances entre les articles modifiés par le conseil des ministres.

Les partis politiques — à l'exception du Parti communiste — se prononcèrent pour le oui ; mais il y a des oppositions : au congrès radical, les « oui » l'emportent par 716 mandats contre 544 ; au congrès socialiste par 2 687 voix contre 1 176 et 62 abstentions ; de grandes voix font connaître leur désaccord : celles de Pierre Mendès France et de François Mitterrand, qui dénoncent, plutôt que le texte constitutionnel, la façon dont le général de Gaulle avait pris le pouvoir, ce qui leur semblait mal augurer de ce qu'il ferait de la Constitution.

S'opposent encore d'anciens chefs de gouvernement, de la III^e République comme Edouard Daladier ou de la IV^e comme Maurice Bourgès-Maunoury ; contre également, Jean Baylet, directeur de la *Dépêche de Toulouse*.

Les idées du général

Qui a le plus de responsabilité dans la rédaction de la Constitution ?

Le général de Gaulle évidemment (2) ; mais sur deux points importants il a cédé en 1958, quitte à y revenir dans les années ultérieures.

Le 6 juin 1958, en revenant d'Algérie, dans une Caravelle tout juste mise en service, le général de Gaulle fit asseoir l'auteur de ces lignes à ses côtés pour l'entretenir de la Constitution et lui en exposer ce que devraient en être les grands traits ; or il voulait diviser le Sénat en trois sections, l'une politique représentant les collectivités territoriales, la seconde économique et sociale remplaçant

le Conseil économique, la troisième pour l'outre-mer remplaçant l'Assemblée de l'Union française ; cette idée apparut encore lors d'une première réunion du comité interministériel (13 juin 1958), puis elle disparut, très probablement sous l'influence conjuguée de Michel Debré, alors sénateur, de Gaston Mommerville, alors président du Sénat, et d'Emile Roche, alors président du Conseil économique et social ; mais le général de Gaulle devait revenir en 1969 à son idée primitive, qui fut une des raisons de l'échec du référendum et donc de sa démission.

Un premier texte faisait du président de la République le véritable chef du gouvernement ; il disposait, en effet, que « assisté du gouvernement, il défini-

tion est incontestablement Jérôme Solal-Celigny : affecté au secrétariat général du gouvernement, c'est lui qui préparait toutes les questions de confiance posées à l'Assemblée nationale à la fin de la IV^e République, et particulièrement sous la présidence de Félix Gaillard, dont il était un ami d'enfance ; apparenté à Michel Debré, il avait toute sa confiance ; il était donc bien placé pour organiser les rapports du gouvernement avec le Parlement ; maître des requêtes au Conseil d'Etat, il y occupa une place déterminante en tant que rapporteur adjoint du projet.

Les discussions au sein du CCC furent très sereines ; d'une part, à l'exception de l'article 16 sur les pouvoirs exceptionnels — que le comité aurait voulu ne pouvoir être utilisés que sur l'avis conforme du Conseil constitutionnel — les dispositions relatives au président de la République furent facilement acceptées ; chacun savait, en effet, qu'elles seraient imposées par le général de Gaulle ; c'est à leur propos qu'en pensant à la publicité d'une marque bien connue d'imperméables Pierre-Henri Teitgen, ancien vice-président du conseil, devait dire « au CCC les idées tombent sans traverser ».

Les règles relatives au Parlement et à ses rapports avec le Parlement furent plus discutées et souvent améliorées, mais dans un esprit de consensus car les parlementaires avaient trop conscience des faiblesses de la IV^e République pour ne pas vouloir les corriger dans le sens de la stabilité gouvernementale ; l'apport essentiel du CCC porta sur la défunte communauté.

« Ordre et liberté »

Devant le Conseil d'Etat, les discussions furent plus âpres ; il y eut des oppositions de principe ; certains articles se heurtèrent au refus d'une majorité de conseillers, notamment ceux relatifs aux partis politiques ou limitant le pouvoir législatif ; d'autres dispositions furent très discutées sur un plan technique.

Parmi les experts ou commissaires du gouvernement qui participèrent de bout en bout à la rédaction de la Constitution, l'atmosphère fut toujours excellente ; une fois la dernière virgule apportée au texte, un dîner les réunis avec Michel Debré, auquel fut remis un service de porcelaine datant du siècle dernier et portant sur chaque tasse les mots « ordre et liberté » ; c'était la devise de Louis-Philippe ; et Maurice Duverger a pu écrire que la Constitution était du type orléaniste ! Toujours est-il que Michel Debré estima qu'« ordre et liberté » correspondait bien à son souci.

La Constitution une fois promulguée (4 octobre 1958), il fallait apposer, sur son texte original, le sceau de la République ; la cérémonie se déroula à la chancellerie, qui en a conservé les photographies ; hélas, un geste malencontreux fit jaillir un jet de cire sur le veston de Paul Reynaud !

(1) Ce conseil comprenait, outre Michel Debré, les quatre ministres d'Etat (Guy Mollet, Pierre Pflimlin, Félix Houphouët-Boigny, Louis Jacquinot) et René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat ; Georges Pompidou, alors directeur du cabinet du général de Gaulle, assistait aux réunions ; Bernard Cornut-Gentile, ministre de la France d'outre-mer, participait à celles portant sur l'outre-mer.

(2) Raymond Janot fut son fidèle interprète à tous les stades de la discussion.

(3) « Documents pour servir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution » (édités par la Documentation française), tome I, p. 370.

(4) *Ibidem*, pp. 373 et 379.

(5) *Ibidem*, p. 219. Mais dans le projet Gaillard, cette procédure ne pouvait être utilisée qu'à l'issue du débat, et non avant toute discussion.

★ La Documentation française publie tous les travaux cités et leurs discussions dans une collection intitulée « Documents servant à l'histoire de l'élaboration de la Constitution ». Le tome I, consacré notamment à l'élaboration du Cahier rouge, a été publié en juin 1987 ; le second, consacré aux travaux du CCC, le sera en septembre 1988 ; le troisième, qui retracera les débats du Conseil d'Etat, paraîtra dans le courant de l'année 1989.

«GRAND JURY» RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

en direct sur

PIERRE
BEREGOVVOY

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Erik ISRAELEWICZ (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

RTL

URSS : derrière le procès du gendre de Brejnev

L'énorme scandale de la « mafia ouzbèke »

Le procès de Tchorbanov, le gendre de Brejnev, qui s'ouvre à Moscou le 5 septembre, ne doit pas devenir un « procès politique », a déclaré M. Andreï Makarov, avocat de l'accusé, dans le dernier numéro des Nouvelles de Moscou. En fait, l'importance du procès ne tient pas seulement à la qualité de l'accusé, mais aussi à l'ampleur de l'affaire dont Tchorbanov est, en attendant mieux, l'acteur le plus visible : celle de la « mafia ouzbèke ».

Les voisins de Tchorbanov confirmeront le lien entre les deux affaires : celui qui fut pendant près de huit ans le numéro deux du ministère de l'Intérieur (MVD) devait partager le bon des années avec plusieurs de ses anciens subordonnés, tous ouzbèkes : l'ancien ministre de l'Intérieur de la République et deux de ses adjoints, les responsables du MVD dans trois régions de l'Ouzbékistan au moins, sans parler de tous ceux qui sont morts, dont un nombre impressionnant par suicide. Le plus connu est Nikolai Tchitchelov, supérieur immédiat de Tchorbanov au MVD fédéral, qui s'est donné la mort avec son épouse en décembre 1984. Mais il faudrait ajouter à la liste au moins trois importants fonctionnaires ouzbèkes (dont un premier secrétaire de région et un ministre de l'Intérieur) qui se sont tirés une balle dans la tête pour échapper à l'arrestation.

De toute manière, ce procès n'est qu'un maillon d'une chaîne infiniment plus vaste, ne serait-ce que par la durée de l'enquête menée à son sujet (plus de cinq ans), et par le nombre des personnes impliquées. Qu'il suffise de dire qu'ont été arrêtés pour corruption quatre anciens secrétaires du parti d'Ouzbékistan (dont que l'effectif ne dépasse pas six en temps normal), neuf premiers secrétaires régionaux (sur douze régions) et un ancien chef du gouvernement de la République ; que 780 instructions distinctes ont été ouvertes, impliquant plus de 4 500 personnes ; enfin que le total des sommes détournées se monte à 4,5 milliards de roubles, soit près de 50 milliards de francs. Une somme qui représente de l'argent, des 650 000 roubles empochés par Tchorbanov, selon l'acte d'accusation, apparemment comme une goutte d'eau dans la mer, et qui confirme le caractère exemplaire de l'affaire : jamais le mélange du socialisme « stagnant » et du bachich à l'orientale n'avait produit d'aussi beaux effets.

Sur quoi portaient ces trafics ? D'abord sur le coton, principale culture de cette République de 19 millions d'habitants. Des « dizaines de milliers de personnes », selon les enquêteurs, falsifiaient les écritures dans ce domaine, ce qui a permis le détournement de plus de 4 millions de tonnes de coton en une dizaine d'années. Et, bien sûr, le trafic débordait vers tous les centres de l'industrie cotonnière du pays, bien au-delà de l'Ouzbékistan. Douze directeurs de fabriques de coton sont passés en jugement dans la seule République russe, trois ont été condamnés à mort.

Mais il n'y avait pas que le coton. Écoutons les procureurs Gdilan et Ivanov, qui ont suivi l'affaire depuis le début : « Pour occuper une fonction déterminée, il fallait payer une certaine somme. Pour garder cette fonction, il fallait payer aussi. Ce système fonctionnait à tous les niveaux, depuis le canton ou l'arrondissement jusqu'à la République. Dans cette course à l'argent, les donneurs de bachichs prélevaient à leur tour un tribut sur leurs

subordonnés, qui faisaient de même avec les leurs, et cela jusqu'à l'infinité. La machine de la corruption solitaire avait impliqué dans le circuit du crime des milliers et des milliers de responsables » (1).

An-dessus du lot se dressait Chiraf Rachidov, le « parrain ». Rachidov avait déjà fait une belle carrière sous Staline, puisqu'il était dès 1949, à trente-deux ans, président de l'Union des écrivains d'Ouzbékistan, et devint l'année suivante « chef de l'État » de la République. Nommé en 1959 par Krouchtchev premier secrétaire du parti en Ouzbékistan, puis deux ans plus tard membre suppléant du bureau politique à Moscou, il occupa les deux postes plus longtemps qu'aucun autre, jusqu'à sa mort en 1983.

Ramasse, ramasse !

Car il est surtout un grand ami de Brejnev, qu'il soit flatter et dont il

tion pour empêcher un haut responsable arrêté d'être transféré à Moscou. D'autres prétendent des menaces de mort ou d'arrestation à tout le monde, à tous les moments, à toute épreuve dans les vertus du système : « Arrêtez-moi si vous voulez, dit un inculpé. Je paierai 2 millions (de roubles) et sortirai ».

La mort « subite » de Rachidov surviendra après quelques mois de cette première enquête, le 31 octobre 1983, ce qui pourrait étayer les rumeurs selon lesquelles il se serait agi d'un suicide. Mais si le parrain n'était plus là, « les Rachidoviens », eux, restaient fermement debout, fiers de pouvoir et des millions qu'ils avaient pillés », racontent les enquêteurs. Il faut attendre juin 1984 et l'arrivée à Tachkent de M. Ligatchev, alors secrétaire du parti chargé des cadres, pour voir s'amorcer la « dérachidovisation » et la vraie purge : dix premiers secrétaires de région seront limogés entre cette date et le début de 1986, deux

seulement approuvait ces actions anti-parti mais y jouait un rôle de complice subitiste et prospère encore aujourd'hui ». Les mêmes ne démentent-ils pas dans le même article la présence de membres de la mafia jusque parmi les délégués élus à la conférence du parti en juin ?

Or la justice buce actuellement, selon eux, sur « une totale consolidation des rangs des corrupteurs et des corrompus », lesquels recourent à tous les moyens et arguments. Les uns dénoncent un « retour à 1937 » et à ses purges. Les autres exigent que l'enquête soit fractionnée — ce qui éviterait de nouer trop de fils — ou tout simplement close, car « un examen objectif et complet peut conduire aux chefs de la mafia, et c'est là le but du problème ».

Les hommes protecteurs

Mais il y a plus : « Outre les corrupteurs et les protecteurs, des gens dont nous n'avons pas de raison de nous méfier, nous avons des gens qui nous paraissent incompressibles. On disserte à l'unisson du « sommet » sur le caractère inadmissible de toute communication aux médias sur l'affaire (...) On dit qu'il est temps de mettre un terme à l'enquête, etc. ».

En fait, la difficulté est ici à la fois structurelle et politique. D'une part, le spectacle de toutes ces turpitudes a transformé les « incorruptibles » du début en « petits juges » fortement contestataires, voire dissidents, d'autant que les particularités de l'État-parti font de leur mission un cercle vicieux : on leur reproche de maintenir des gens en détention sans comparaison devant la justice, au-delà du délai légal de neuf mois, mais la pratique veut qu'un membre du parti en soit exclu à partir de son inculpation, ce qui oblige la justice à faire son œuvre par deux canaux parallèles, multiplie les obstacles et accroît les délais.

Sur le plan politique, le même système donne un poids considérable à des instances extra-judiciaires telles que le Politburo et le comité central du parti, l'organe en charge de toutes les « affaires personnelles » des membres du comité central et autres dirigeants. Le président de ce comité, M. Solomentsev, a été précisément interpellé à la conférence du parti par M. Boris Eltsine, qui s'est dit « inquiet » de son « libéralisme à l'endroit des millionsnaires corrompus ».

Par-delà M. Solomentsev, on peut se demander si M. Ligatchev, l'homme de l'orthodoxie et de la continuité — et qui a fait l'éloge du premier à la conférence, — voire M. Gorbachev lui-même, ne figurent pas parmi ces hommes honnêtes mais réticents dont parlent nos petits juges. Après tout, la mise au jour complète des activités de ce qui est une mafia non pas seulement ouzbèke mais soviétique est de nature à déstabiliser l'ensemble du système. Qui prendra ce risque ?

MICHEL TATU

La « Pravda » dénonce les privilèges alimentaires

Tout en révélant la nette aggravation de la pénurie alimentaire dont souffre la population soviétique, la Pravda a publié, le jeudi 1^{er} septembre, un appel à la fermeture des circuits parallèles de distribution réservés à la nomenklatura. L'organe du Parti communiste a indiqué que le rationnement de la viande était désormais instauré dans huit des quinze Républiques soviétiques. En Russie, des tickets de rationnement sont nécessaires pour la viande dans vingt-six régions, pour le beurre dans trente-deux et pour le sucre dans cinquante-trois. Des statistiques publiées par le quotidien révèlent que environ un septième de la population consomme actuellement 30 % à 35 % moins de viande et de produits laitiers qu'en 1970.

La Pravda indique, par ailleurs, que les produits alimentaires sont détournés « presque partout » vers des circuits de distribution « fermés », réservés aux responsables du parti et du gouvernement. A Riazan, près de Moscou, des centaines de kilos de caviar, de crabe, d'esturgeon, de viande et de café soluble ont pris la direction des datchas au cours des six premiers mois de l'année, rapporte le quotidien. Une lettre d'un lecteur, publiée dans le journal, souligne que « tous les circuits fermés de distribution devraient être supprimés ». — (AFP.)

POLOGNE : la recherche d'un règlement à la crise

Tous les grévistes reprennent le travail

Radio-Varsovie a annoncé, le samedi matin 3 septembre, que les ouvriers de la dernière mine de charbon polonaise occupée par les grévistes, la mine Manifest-Lipcow (Manifeste de juillet) de Jastrzebie, en Haute-Silésie, avait été évacuée au petit jour, permettant le retour au travail de quelque huit mille mineurs.

Le président de Solidarité, M. Lech Walesa, s'était rendu lui-même en voiture à Jastrzebie vendredi pour convaincre les grévistes de suspendre leur mouvement, comme l'avaient fait la veille les ouvriers des chantiers navals de Gdansk.

Accompagné de l'ambassadeur Henryk Jankowski, M. Walesa a eu une discussion de plusieurs heures avec les mineurs et la direction, retransmise par haut-parleurs dans toute l'entreprise. Il s'agissait pour lui de persuader ces grévistes qui avaient été les premiers à cesser le travail le 15 août d'accepter l'assurance des autorités d'entamer une table ronde avec des représentants de Solidarité. La grève a également cessé à Szczecin. — (UPI, AFP, Reuters.)

VARSOVIE de notre envoyé spécial

« Madame, monsieur, bonsoir. Les titres de l'actualité : Lech Walesa est à Jastrzebie. » Cela n'a l'air de rien, une petite information comme celle-là diffusée par le journal télévisé d'une capitale européenne. Mais, pour les Polonais qui l'ont entendue, le vendredi 2 septembre, sur la première des deux chaînes nationales, c'est en soi une petite révolution. Depuis deux ou trois jours — en fait depuis un dimanche appelé du 31 août à cesser les grèves — le nom jadis maudit du « vit électrique de Gdansk » est cité sur toutes les antennes de l'État socialiste. Victoire ou piège tendu par un pouvoir en désarroi au plus dangereux de ses adversaires ?

C'est très clair, malgré un intellectuel de la capitale polonaise, le pouvoir cherche à désamorcer Walesa, à le récupérer pour détruire le symbole de résistance qu'il représente peut-être encore. On voudrait pouvoir citer un avis opposé, rapporter les paroles sereines d'un observateur attentif convaincu de la justesse du choix opéré par le président de l'ex-syndicat Solidarité. Mais à Varsovie, du côté de l'opposition, l'heure est plutôt à la méfiance.

Un climat étrange

Engagé jusqu'au cou dans un des plus périlleux défis de sa carrière politique-syndicale, le héros polonais des années 80 paraît décidément jouer une partie bien délicate. « L'opposition », comme on dit officiellement dans les médias gouvernementaux pour qualifier tous ceux qui contestent l'ordre communiste — c'est-à-dire l'immense majorité des gens, affirme un journaliste local — n'accorde pas deux sous de confiance aux promesses du pouvoir.

Globalement, tout le monde reproche plus ou moins à Lech Walesa de s'être contenté de beaucoup trop peu pour sonner la retraite dans le camp des grévistes. « Regardez cette interview recueillie aujourd'hui par l'agence PAP, nous dira-t-on ; elle est d'Anton Rajkiewicz, membre de ce conseil consultatif (28 avril).

tatif insipide mis en place par les autorités, et aux ordres de Jaruzelski. Voilà, il est dit ici : « On » pourrait créer des clubs de pensée « politique, et si un club ou une association prenait le nom de « Solidarité, avec à sa tête » M. Walesa, cela ne nuirait en rien » aux fondements du socialisme « polonais ». Voilà, pas question de légaliser Solidarité en tant que syndicat au même force sociale, c'est clair. Croyez-vous vraiment que, ici en Pologne, une interview comme celle-ci est publiée par hasard ? Question sensée, réponse impossible.

Les observateurs chevronnés font état de divergences profondes à l'intérieur même de la nébuleuse du pouvoir quant à l'attitude à adopter face à Solidarité. La confusion autour des véritables intentions du général Jaruzelski est grande, et s'il faut lui reconnaître un mérite tactique, c'est d'abord celui-là. Reste à savoir pour quoi faire.

Il règne en tout cas à Varsovie un climat étrange, mêlé d'attente anxieuse et de résignation quasi générale. Aux carrefours des grandes avenues du centre bordées d'immeubles sombres, les agents de la circulation, uniforme gris et casque blanc, sont à leur place. Regard sévère, gestes brusques. C'est l'heure du déjeuner, les kiosques à sandwichs sont pris d'assaut. Le temps est doux, les pelouses accueillantes. Devant une librairie, une longue file de Varsoviens piétine sans impatience. Ceux qui sortent du magasin s'arrêtent sur le trottoir et tournent avidement les pages d'un journal. Sont-ils donc à ce point sévres de nouvelles ? Non, c'est le programme de la semaine pour la télé, il n'y en a qu'un. Et depuis quelques temps on peut revoir la chaîne soviétique dans la capitale. Pour le sport, c'est génial !

PATRICE CLAUDE.

Les Nordiques exigent la suppression des visas pour l'entrée en France

Le ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a de nouveau condamné, le vendredi 2 septembre, la décision prise en septembre 1986 par le gouvernement français d'instaurer des visas obligatoires pour les ressortissants des pays non membres de la Communauté européenne.

Au cours d'une conférence de presse à Stockholm, M. Andersson a exigé que cette mesure « discriminatoire » soit « levée au plus vite », soit « que la Suède et les autres pays nordiques pourraient décider de ne plus se rendre aux sessions du Conseil de l'Europe à Strasbourg ».

M. Andersson a précisé que le projet d'une action concertée des pays nordiques avait été abordé lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de ces cinq pays (Suède, Norvège, Islande, Finlande, Danemark), qui s'est tenue au début de cette semaine à Kiruna, dans le nord de la Suède. Le Danemark, pays membre de la Communauté économique européenne, n'est pas concerné par la mesure française. — (AFP.)

Les cartes soviétiques étaient faussées

Le chef du KGB, M. Viktor Tchebrikov, membre du bureau politique du PC soviétique, a longuement attaqué les services secrets occidentaux, dans un entretien publié vendredi 2 septembre par la Pravda, en les accusant de chercher à « inspirer l'apparition d'une opposition politique » en URSS et à infiltrer le ministère de la Défense.

M. Tchebrikov affirme également que les États-Unis ont installé sur les fonds marins un système « d'écoute » des communications soviétiques équipé d'une source d'énergie nucléaire, et que vingt espions, dont certains agents doubles, ont été arrêtés depuis deux ans et demi.

Le système politique soviétique, dit-il, est menacé de « sabotage idéologique » par les groupes subversifs soutenus par les services de renseignement étrangers.

Par ailleurs, le chef du KGB indique que, parmi les victimes

de la terreur stalinienne, on a dénombré plus de vingt mille tchédistes (agents de la police politique soviétique) arrêtés sous « de fausses accusations ».

De son côté, le chef de l'institut de cartographie, M. Latchenko, a annoncé dans un entretien publié le même jour par les journaux la levée des instructions données sous Staline au NKVD (sécurité d'État) visant à truquer les cartes pour des raisons de sécurité interne. Selon M. Latchenko, presque toutes les cartes soviétiques ont ainsi été faussées depuis les années 30. Il faudra attendre 1990 pour pouvoir disposer d'un atlas soviétique qui tout à fait exact et d'un jeu complet de cartes à différentes échelles. « Presque tout avait été modifié, a-t-il dit. Routes, des rivières étaient inversées, des quartiers de villes déplacés, rues et immeubles étaient désignés de façon inexacte ». — (AFP, Reuters, AP.)

cents députés seront déçus de leur

Nous au passage que ce n'est pas sous le règne de l'« incorruptible » Andropov mais à la fin de celui de Tchorbanov que l'enquête progresse et, en même temps, les choses se gâtent sérieusement pour le clan Brejnev : certes, sa fille a été impliquée dans les énormes rumeurs du début de 1982 sur des trafics de diamants, mais la glorieuse n'est pas passée par là aujourd'hui encore, et l'on retrouve Galina — à qui Gromyko aurait fait verser une pension — à une réception du Kremlin en mars 1984. Tchorbanov ne sera limogé qu'en décembre 1984, peu après que son supérieur Tchitchelov ait perdu à la fois son grade et le poste d'inspecteur du ministère de la Défense qui lui avait été offert à la mort de Brejnev.

Les disciples du « parrain » Rachidov

Tout n'est pas fini pour autant avec l'arrivée de Gorbachev au pouvoir en mars 1985. C'est que l'année suivante que les investigations peuvent enfin être étendues du niveau régional à celui de l'Ouzbékistan dans son ensemble (le ministre ouzbèke du traitement du coton, Ousmanov, est condamné à mort en août 1986), et encore avec beaucoup de difficultés. Les enquêteurs doivent adresser un rapport spécial au comité central du parti à Moscou pour obtenir un premier lot d'inculpations, notamment celle de l'ancien premier ministre ouzbèke Khoudaibreyev. Mais celle de Tchorbanov — arrêté le 14 janvier 1987 — devra être « négociée pendant plus d'un an ».

Un autre cas significatif est celui d'Imzhan Oumankhodjaev, l'ancien « chef de l'État » ouzbèke, devenu premier secrétaire du parti local en 1983. « Il avait pris la tête de l'organisation du parti dans la République après la mort de son patron, disent de lui nos deux enquêteurs, mais il avait poursuivi sur la même ligne. Les mêmes pratiques — faux en écritures, corruption — se poursuivaient sous sa direction (...) Des documents démontrent les « talents » du nouveau leader de la République furent adressés aux instances compétentes dès 1986. Et pourtant jusqu'en janvier 1988 (...) Encore utilisait-on alors la formule standard de « libération pour raisons de santé » : il reçut les clés de plusieurs beaux appartements à Moscou pour lui et sa famille, et conserve encore aujourd'hui son siège de député au Soviet suprême de l'URSS ».

On aura compris que la phase actuelle de l'enquête, celle qui doit permettre notamment de remonter la « filière moscovite », ne devrait pas s'arrêter avec le procès Tchorbanov. Du moins selon les enquêteurs, pour qui « le maillon qui non



Schubert

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Le règlement du conflit irano-irakien

Les Kurdes, perdants de la paix

(Suite de la première page.)

C'était peu connaître la regrettable propension des dirigeants nationalistes kurdes à chercher un « protecteur étranger », quitte à s'allier « même avec le diable » pour essayer d'atteindre leurs objectifs. Dès le début de la révolution islamique, les dirigeants du nouveau PDK d'Irak, Massoud et Jafar, les deux fils du légendaire Barzani, s'allièrent avec la République islamique, après avoir longtemps résisté aux sirènes de Téhéran. L'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan), dirigé par M. Jalal Talabani, finit par conclure en novembre 1986 d'accord politico-militaire avec le PDK, unifiant ainsi pratiquement la rébellion kurde d'Irak sous l'égide de la République islamique. La guérilla au Kurdistan irakien devenait ainsi officiellement l'alliée de Téhéran, et ses opérations de commandos jouissaient désormais du soutien logistique des pasdaran, se faisant plus fréquentes et plus efficaces.

Jalal Talabani avait pourtant tout fait pour éviter une alliance même tactique avec le régime de Khomeiny, qu'il considérait jusqu'alors comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde. Il alla même jusqu'à négocier en décembre 1983 avec Bagdad un nouveau régime d'autonomie interne. Après quatorze mois de discussions laborieuses entrecoupées de multiples incidents, les pourparlers avaient échoué en janvier 1985 devant l'intransigence de l'Irak, qui, apparemment, n'avait accepté de négocier que pour gagner du temps afin de mieux pouvoir faire face au danger principal venant de Téhéran.

Le drame de Halabja

Devant la montée des périls, Bagdad, qui, alors, recourait aux grands moyens en entreprenant, à partir de mai 1987, une série d'expéditions de nettoyage au Kurdistan irakien dans le but de priver les pasdaran de l'appui de la population locale. Des centaines de villages et de hameaux, situés le long des principaux axes routiers, furent systématiquement rasés au bulldozer. D'autres agglomérations difficilement accessibles ont été « gazées » pour contraindre les habitants à quitter les lieux. C'est à partir de cette date que semble se généraliser l'utilisation des armes chimiques par l'aviation irakienne. Le cas le plus dramatique est celui de Halabja occupée le 17 mars dernier par les « talibanistes » et les pasdaran et bombardée aux armes chimiques en guise de représailles.

L'étendue des pertes parmi la population civile — au moins cinq

mille tués — provoqua une vague d'indignation dans le monde. Elle souleva également des remous parmi les Kurdes — y compris les talibanistes — quant à l'opportunité de l'alliance avec Téhéran et de la décision d'abandonner la guérilla pour tenter de se lancer dans une guerre conventionnelle aux côtés des Iraniens. La rapidité avec laquelle ces derniers évacuèrent le Kurdistan irakien avant même l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu rappelle à bien d'égards les douloureux événements de 1975. D'aucuns ont fait valoir que les Kurdes

Komala, d'inspiration marxiste-léniniste, répètent pourtant qu'ils ne sont pas infodés à l'Irak. Ils reçoivent cependant une aide logistique non négligeable, jouissent du droit de transit par l'Irak et de la protection de l'armée irakienne qui veille discrètement sur le réduit situé à la frontière irano-irakienne où sont localisés les quartiers généraux, radars, hôpitaux et autres services annexes de la plupart des organisations et partis du Kurdistan irakien.

Eux aussi, devront tôt ou tard payer le prix de la paix qui est en train de se négocier entre Téhéran

plusieurs de leurs dirigeants, — prient pour que les négociations de paix échouent.

Leurs dirigeants affirment qu'en cas d'accord irano-irakien, ils utiliseront de « nouvelles tactiques ». Mais leur choix est limité : ils devront soit chercher un autre lieu d'exil pour continuer leur lutte contre le régime khomeiniste, soit constituer un foyer de guérilla en Iran. Cette dernière éventualité paraît peu probable. En effet, leur alliance militaire avec l'armée de Bagdad les a profondément déconsidérés aux yeux de la majorité des Iraniens qui la qualifient de « trahison », quelle que soit la nature des sentiments qu'ils éprouvent à l'égard du régime islamique.

C'est d'ailleurs leur offensive de juillet vers Kermanshah, qui, selon les experts occidentaux, n'a été rendue possible que grâce au concours de l'aviation et des blindés irakiens, qui a été en partie à l'origine du sursaut nationaliste ayant finalement contribué à l'échec de l'attaque. « Les Iraniens n'aiment pas être libérés par des agents transportés dans les fourgons de l'ennemi », nous disait récemment à Téhéran un universitaire qui, généralement, n'est pas tendre à l'égard du régime islamique. Certains observateurs vont même jusqu'à affirmer qu'en se lançant contre Kermanshah, les Moudjahidines sont tombés dans un piège tendu par les Irakiens désireux d'affaiblir un allié qui aurait pu devenir encombrant à la veille des négociations de paix avec Téhéran.

Le cas des moudjahidines irakiens, la branche militaire des opposants au régime de Bagdad, groupés au sein du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, sera moins difficile à régler. Contrairement aux Moudjahidines irakiens qui n'ont rien en commun avec le Baas irakien, les moudjahidines irakiens sont liés à la révolution iranienne par des liens affectifs et idéologiques et pourront facilement s'installer en Iran en attendant des jours meilleurs.

JEAN GUEYRAS.



Régions de peuplement kurde

étaient peut-être capables d'occuper des villes ou des agglomérations importantes, mais n'étaient pas en mesure de les garder face aux attaques de l'aviation irakienne visant les populations civiles.

Les Kurdes irakiens sont particulièrement amers à l'égard des instances internationales qui, disent-ils, se contentent de condamnations vagues et platoniques de l'utilisation des armes chimiques sans que jamais Bagdad soit nommément désignée. C'est ainsi que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 26 août non seulement ne désigne pas l'Irak mais ne fait également aucune allusion à d'éventuelles sanctions. Ce qui constitue aux yeux des Kurdes presque un feu vert accordé aux Irakiens, enfin, les Kurdes irakiens sont ulcérés par le silence des dirigeants kurdes irakiens qui n'ont jamais condamné la politique de la terre brûlée pratiquée par Bagdad depuis mai 1987 contre leurs frères d'Irak et n'ont surtout pas eu un mot pour dénoncer le « gazage » de Halabja.

Les dirigeants kurdes d'Irak, que ce soit du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), du PDKI-révolutionnaire — fruit d'une récente scission — ou du

L'avenir des Moudjahidines

Les Kurdes ne sont pas les seuls menacés par la paix irano-irakienne. Les moudjahidines du peuple irakiens et les moudjahidines irakiens, opposants islamistes au régime de Bagdad, qui disposent en Irak et en Iran de véritables bases militaires et d'unités combattantes aguerries, devront être désarmés et neutralisés. Pour l'instant, les Moudjahidines du peuple irakiens, singulièrement affaiblis à la suite des pertes qu'ils ont subies lors de leur offensive du 26 juillet en direction de Kermanshah — ils auraient eu plus de quatre mille tués ou blessés, dont

ISRAËL

Polémique autour d'une « petite phrase »

Israël devra s'habituer à l'idée que les Palestiniens sont représentés par l'OLP et qu'aucune autre organisation ne pourra s'y substituer : cette petite phrase attribuée par la radio israélienne au directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, M. Abraham

Tamir, alors qu'il se trouvait à Washington, a soulevé une tempête dans la classe politique de Jérusalem.

Représentant déjà une cible fréquente des attaques de la droite, M. Tamir (aile gauche du Parti tra-

vaille) a de nouveau été pris à partie par les proches du premier ministre et par M. Itzhak Shamir lui-même, qui a demandé que des sanctions soient prises contre le collaborateur de M. Peres, chef de file des travaillistes.

« Je ne pense pas que ces choses aient été dites par quelqu'un qui travaille sous l'autorité du gouvernement et au nom du gouvernement. Je pense que des mesures doivent être prises contre lui », a déclaré M. Shamir. Démentant que M. Tamir ait tenu les propos qui lui sont attribués, le ministre des affaires étrangères a accusé la droite d'avoir déclenché « artificiellement une tempête dans un verre d'eau ».

Le principal intéressé a, pour sa part, fait une mise au point, déclarant : « Je n'ai pas proposé de négociations avec l'OLP. J'ai dit que l'OLP est le mouvement des Palestiniens, que ce soit une plume ou non. » — (AFP, Reuters.)

« The Nation » à l'assaut du « Jerusalem Post »

JÉRUSALEM de notre correspondant

Bible des diplomates et des correspondants étrangers, le Jerusalem Post vient de perdre son quasi-monopole avec la création d'un second journal de langue anglaise en Israël, The Nation, dont le premier numéro a été mis en vente vendredi 2 septembre.

Le Post penche traditionnellement à gauche, défend des positions proches du Parti travailliste et il est résolument partisan de concessions territoriales en Cisjordanie et à Gaza. Lancé à quelques semaines des élections de novembre, The Nation, financé par des hommes d'affaires américains de Los Angeles, veut faire sentir sa « différence » : la « une » du premier numéro ne traite pas du souverainisme dans les territoires occupés. Le rédacteur en chef et directeur de la publication, M. Hesh Keelin, un

Israélien originaire de New-York, se dit inspiré par le centisme et le pessimisme des éditeurs de la presse du pays. Il veut insister sur ce qu'il y a de positif en Israël et explique dans ce premier numéro : « On passe notre temps à se battre le cou, mais regardez ce que nous avons fait : ce pays est l'histoire d'une réussite. »

The Nation entend développer les rubriques économique et financière, sports et informations générales, « sans aucun a priori politique ». Dans un pays où l'on aime passionnément la politique et le débat d'idées sur le mode le plus libre qui soit, les promoteurs du nouveau journal promettent de ne jamais publier d'éditorial — tout en cachant difficilement que leur opération vise bel et bien à faire rabattre de sa superbe au Jerusalem Post.

Al. Fr.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Étienne CLOVE

LE SYSTÈME LEONARDO

(L'acte unique et le marché intérieur)

2^e Edition

Mise à jour et augmentée

MARIE-FRANÇOISE LABOUEZ

13,5 x 20 cm - 510 p. - 198 F

Berger-Levrault

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

LIBAN : les grandes manœuvres autour de l'élection présidentielle

M. Hoss retire la démission de son gouvernement

Nouvel épisode, vendredi 2 septembre, dans les grandes manœuvres qui entourent la difficile élection présidentielle au Liban : le premier ministre par intérim, M. Selim El Hoss (sunnite), est revenu sur la démission de son cabinet, essayant ainsi de contraindre toute tentative du président Amine Gemayel de former un nouveau gouvernement à direction chrétienne au cas où aucun président ne serait élu d'ici au 23 septembre.

La décision de M. Hoss a immédiatement été rejetée par le chef de l'Etat. M. Hoss assure l'intérim de Rachid Karamé, assassiné le 1^{er} juin 1987, trois semaines après avoir présenté la démission de son gouvernement. Les ministres du cabinet Karamé sont restés en fonctions avec M. Hoss.

La présidence de la République relève, dans un communiqué publié vendredi en fin de soirée, que la demande présentée quelques heures plus tôt par M. Hoss est « contraire à la Constitution, aux lois, aux principes et à la coutume constitutionnelle, et est inacceptable dans le fond et dans la forme ». Elle rappelle que M. Hoss a été « nommé par décret pour assurer l'intérim du gouvernement démissionnaire et pour expédier les affaires courantes, ce qui signifie que la démission du cabinet Karamé a été définitivement acceptée ».

Dans une lettre adressée au président Gemayel, M. Hoss estimait que la formation d'un nouveau gouvernement dans les circonstances politiques actuelles conduirait à des résultats incertains pouvant mener le pays à la partition, menaçant ainsi son unité et celle de ses institutions. « Je vous annonce que je reviens sur la démission du gouvernement annoncée par l'ancien premier ministre Rachid Karamé, tout en soulignant que cette décision est uniquement motivée par mon souci d'apaiser », une grave crise avant l'élection présidentielle, « qui doit avoir lieu dans le délai constitutionnel », ajoutait-il.

Ces développements interviennent alors qu'une polémique oppose les responsables musulmans et chrétiens à ceux du « camp chrétien » sur l'éventuelle formation d'un

« gouvernement transitoire » qui doit, selon la Constitution, être désigné par le président Gemayel en cas de vacance de pouvoir présidentiel, après le 23 septembre. Les alliés de Damas refusent la formation d'un tel cabinet qu'ils considèrent favorable au « camp chrétien ». Ils ont appelé M. Hoss à revenir sur la démission du gouvernement, qui compte une majorité de ministres pro-sunnites, et à assumer le pouvoir si un nouveau président n'est pas élu.

Le ministre iranien des affaires étrangères a de « bonnes nouvelles » au sujet des otages britanniques au Liban

Londres (Reuters). — Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a déclaré, vendredi 2 septembre, avoir de « bonnes nouvelles » sur le sort des trois otages britanniques détenus au Liban et il s'est de nouveau engagé à faire son possible pour obtenir leur libération.

Dans un entretien avec la BBC, M. Velayati a dit avoir été informé officiellement de « quelques bonnes nouvelles » au sujet de l'émissaire anglo-américain Terry Waite, du journaliste John McCarty et du professeur Brian Keenan, que l'on croit tous trois détenus par des mouvements pro-iraniens à Beyrouth.

Le chef de la diplomatie iranienne, actuellement à Genève pour les pourparlers de paix sur le Golfe, a précisé qu'il avait rencontré personnellement les dirigeants de ces mouvements et que ceux-ci avaient promis de faire de leur mieux pour résoudre les trois cas.

Par ailleurs, M. Velayati a dit espérer des progrès dans les recherches visant à retrouver trois Iraniens et un Libanais disparus au Liban il y a six ans et qui seraient aux mains des milices chrétiennes. On pense que tous quatre ont été tués quelques jours après leur enlèvement, mais l'Irak souhaite avoir des informations précises sur leur sort.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique australe

Washington s'inquiète du renforcement des troupes cubaines et sud-africaines

Le département d'Etat américain a exprimé, vendredi 2 septembre, son inquiétude devant le renforcement des troupes cubaines et sud-africaines en Afrique australe. « Il est préoccupant de voir les troupes qui sont en place par des fournitures de matériel et des rotations de troupes », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Phyllis Oakley.

Elle a ajouté que les Etats-Unis n'avaient pas de preuve d'un accroissement récent des effectifs cubains (le Monde du 3 septembre), mais n'a cependant pas démenti les informations selon lesquelles des navires venus de Cuba arrivent en route avec des troupes et du matériel.

Evocant les négociations entre Angola, Cuba et l'Afrique du Sud qui doivent reprendre le 7 septembre à Brazzaville avec la médiation des Etats-Unis, le porte-parole a déclaré : « Il est possible que le retrait des troupes cubaines d'Angola ou pour suivre l'escalade militaire. Cela n'aboutirait qu'à de nouveaux combats, des pertes massives des deux côtés et la situation resterait inchangée. »

Le point le plus délicat de la négociation de Brazzaville reste le calendrier de départ des forces cubaines, auquel Pretoria sous-entend son départ de Namibie et l'accession de ce territoire à l'indépendance. — (AFP.)

Birmanie

L'opposition réclame la formation d'un gouvernement provisoire

L'opposition birmane a mal accueilli les déclarations faites jeudi 1^{er} septembre par M. Maung Maung, chef de l'Etat, dans lequel il se refu-

sait à toute concession, à l'exception de l'autorisation d'un syndicat d'étudiants, et lançait un appel au calme et à la reprise du travail. La comité de supervision du mouvement étudiant a rejeté la formation d'un gouvernement intérimaire d'ici au mercredi 7 septembre et lancé un ordre de grève générale pour jeudi. M^{me} Aung San Suu Kyi, fille du héros national Aung San, a jugé la position du régime « totalement inacceptable ». L'ex-général Tin U, ancien ministre de la défense, a déclaré pour sa part : « Il n'est plus nécessaire d'organiser un référendum (pour ou contre le multipartisme). Le pays tout entier a rejeté le système de parti unique. Un gouvernement provisoire (...) pourrait apaiser les tensions. » De son côté, le barreau de Rangoon a accusé le régime d'avoir violé la Constitution en ayant fait ouvrir le feu sur des manifestants.

D'autre part, des manifestations pacifiques ont eu lieu vendredi dans la capitale, où certains commerces et administrations, ainsi que les transports en commun et l'aéroport international, ont ouvert leurs portes après plusieurs jours de grève générale. — (AP, Reuters.)

Pérou

Remaniement ministériel

Lima. — Le président Alan Garcia a confirmé, le vendredi 2 septembre, dans ses fonctions le premier ministre Armando Villanueva et remanié le gouvernement qui avait démissionné jeudi, apprend-on officiellement.

M. Garcia a seulement accepté la démission du ministre de l'économie, M. Cesar Robles, du ministre des transports et des communications, le général Francisco Muery, et du ministre de l'Industrie, le chef d'entreprises indépendant Guillermo Arteaga.

Le sénateur Cesar Delgado Barreto, appartenant à la Démocratie chrétienne, un petit groupe allié au parti gouvernemental APRA, a été nommé ministre de la Justice.

Les nouveaux ministres qui ont prêté serment vendredi soir au palais du gouvernement à Lima sont :

- **Ministre de l'économie** : M. Abel Salinas (ancien ministre de l'énergie et des mines) ;
- **Ministre de l'Industrie, du commerce, du tourisme et de l'intégration** : M. Ivan Garcia ;
- **Ministre de la Justice** : M. Cesar Delgado Barreto ;
- **Ministre de l'énergie et des mines** : M. Jose Carrasco Tavera ;
- **Ministre des transports et des communications** : M. Camilo Carrillo (ancien ministre de la Justice). — (AFP.)

Sahara occidental

Négociations indirectes entre le Maroc et le Front Polisario ?

Au cours d'une conférence de presse tenue à Alger vendredi 2 septembre, le numéro deux du Front Polisario, M. Bachir Mustapha Sayed, a déclaré qu'il était son occupation d'un cessez-le-feu au Sahara occidental à des négociations directes avec le Maroc. Le Maroc a, en effet, accepté dans son principe le plan de paix de l'ONU, mais reste opposé à des négociations avec le Polisario, dont les combattants sont en guerre contre les forces marocaines depuis le retrait de l'Espagne en 1976 du Sahara occidental. Ce plan de paix prévoit, après le cessez-le-feu, un référendum offrant à la population le choix entre l'indépendance et l'intégration au Maroc.

L'obstacle que pose le refus du Maroc de négocier avec le Polisario pourrait toutefois être contourné. De source diplomatique occidentale, on estime ainsi, vendredi, à Rabat, qu'il suffirait d'un immeuble avec trois pièces et une « droite pour le Polisario, une à droite pour le Maroc et un représentant de l'ONU dans cette du milieu avec portes communicantes ».

Cette solution de négociations indirectes avec un représentant de l'ONU faisant la navette a déjà été utilisée avec succès lors des pourparlers de Genève entre le Pakistan et Kaboul en vue du retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan. — (AFP.)

Politique

M. Rocard face à ses détracteurs socialistes et à la pression centriste

Rentrée d'autonomie ou session de rattrapage ? L'élève Rocard avait été seulement moyen au début de l'été lorsqu'il avait prononcé devant les députés, sous forme d'une déclaration de politique générale, son premier grand discours de premier ministre. M. Rocard avait encouru, après son intervention, les sarcasmes de la droite et ceux, à peine voilés, de certains de ses « amis » du PS. La droite avait alors brocardé la « politique des cages d'escalier » définie, selon elle, par le nouveau chef de gouvernement, tandis que certains socialistes reprochaient à ce discours de manquer de « souffle ».

Une telle accusation, a probablement, blessé M. Rocard, qui se pique — non sans quelque raison — d'avoir ouvert des chemins que les autres n'ont empruntés qu'à sa suite. M. Laurent Fabius, au mois d'août, retournait le fer dans la plaie, en jugeant que le gouvernement manquait d'un « grand dessein ». En juillet, M. Henri Emmanuelli, proche de M. Lionel Jospin, avait, lui, semblé soupçonner M. Rocard de vouloir substituer à la légitimité du suffrage universel celle de la « société civile ».

Il n'y avait peut-être pas là de quoi glacer les courtes vacances de M. Rocard. Mais le premier ministre, perfectionniste et soucieux de dissiper une première impression mitigée, n'a pas voulu en rester là. Devant ses jeunes partisans réunis en université à Vitrolles, il a présenté une nouvelle copie, révisant son souci de la politique au quotidien, mais le réajustant à celui du long terme. Il s'est, en somme, employé à prescrire un peu de la hauteur et du souffle qui avaient paru lui manquer à l'Assemblée nationale.

Le premier ministre s'est donc attaché à résumer l'argumentation de M. Emmanuelli — en affirmant que la seule légitimité qui vaille est bien celle du suffrage universel — et surtout celle de M. Fabius — rival de poids, ancien et futur, qui avait, en outre, touché un point sensible — en expliquant que le gouvernement tient « les deux bouts de la chaîne », le quotidien et le long terme.

Le premier ministre s'est encore imposé une autre gageure : convaincre qu'il incarne bien, sans timidité aucune, l'avenir de la gauche — au point

d'affirmer que « le temps » [du socialisme] est venu — sans risquer d'être l'homme du consensus, de l'ouverture et d'une coexistence pacifique avec ceux qui ne pensent pas comme lui.

Il y a seulement quelques mois, il aurait été facile d'ironiser sur ce discours-programme très plein d'intentions générales et parfois empreint de notations romanesques. Mais, depuis, le « self » Rocard a fait la preuve, en Nouvelle-Calédonie, que l'on peut être efficace sans seurrer, bien au contraire, son exigence morale.

C'est maintenant l'Hexagone, non le Caillon, qui attend le premier ministre. M. Rocard connaît les attentes de l'opinion. Il devra tenter d'y faire face, alors même que la multiplicité des problèmes ne lui laissera pas le temps — comme ce fut le cas pendant la trêve estivale — de jeter toute son énergie dans un seul dossier à la fois afin de le traiter lui-même de bout en bout.

Attente sociale des salariés, notamment en termes de pouvoir d'achat, débat budgétaire, sont deux des premiers obstacles que M. Rocard devra franchir. Pourra-t-il y appliquer sa « méthode », le

« gouverner autrement », fait de force de conviction plus que de coercition ?

M. Rocard devra aussi gérer deux campagnes électorales, celle des élections cantonales puis celle du référendum. L'état de la droite, certes, conforte la gauche. Mais l'« ouverture » — dont même M. Michel Sapin, l'un de ses amis, reconnaît qu'elle a pris aujourd'hui un « sens péjoratif » — et les dérapages verbaux de certains de ses représentants au gouvernement n'en finissent pas d'entretenir la grogne socialiste.

Très rapidement, à l'occasion de la préparation du débat budgétaire et de la création de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), M. Rocard sera pris entre la pression des socialistes (sans oublier celle des communistes) et celle — croissante et en sens inverse — des centristes, qui ont déjà exprimé leurs exigences dans la lettre au premier ministre de M. Pierre Méhaignerie. La nature de la fonction de M. Rocard veut, certes, qu'il serve de punching-ball. C'est à la fois sa chance et la difficulté de sa tâche.

JEAN-LOUIS ANDRÉAUX

« Le gouvernement a un objectif, une direction, un projet » souligne le premier ministre

VITROLLES de notre envoyé spécial

Après avoir brossé un tableau du passé lointain et plus récent de la République, M. Michel Rocard évoque rapidement l'« ouverture », qu'il qualifie aussi de « rassemblement », pour affirmer : « Il n'y a de la part de personne ni reniement ni ralliement, mais au contraire la définition d'un contrat qui tire sa substance de la réélection de François Mitterrand par une des majorités les plus fortes qu'on ait connues depuis 1962. » Le premier ministre s'étonne au passage de lorsqu'il s'agit de coopérer avec des personnalités extérieures à leurs rangs.

Après avoir rappelé les préoccupations des Français — « l'emploi d'abord, l'éducation et la formation des jeunes, le pouvoir d'achat aussi et puis, confusément, une inquiétude sur la place et le rang de la France dans l'Europe de 1992 » — et assuré que la France est le « catalyseur » en matière d'« accélération du développement européen », M. Rocard souligne « l'interdépendance des problèmes » nationaux et internationaux pour expliquer : « Je n'oppose pas [...] le grand projet de construire une France moderne et solidaire dans une Europe rassemblée aux nécessités de la vie quotidienne. Ni l'interdépendance des problèmes qui nous assaillent, ni la complexité des grands systèmes qui organisent nos sociétés, ni le temps nécessaire aux mutations économiques, sociales ou culturelles, ne doivent servir d'alibi à l'inertie et à l'immobilité. »

« A l'inverse, continue le premier ministre, on se doute bien que je sais que ce n'est pas uniquement en réparant les avarices, les boîtes à lettres ou les cages d'escalier que l'on construira une économie plus performante et une société plus épanouie. Les problèmes du quotidien ne doivent pas davantage être le refuge de la démission des volontés. S'il est essentiel de tenir les deux bouts de la chaîne, c'est parce que bâtir cette démocratie de la vie de tous les jours, qui répond aux aspirations les plus profondes de nos concitoyens, c'est aussi une façon de préparer l'avenir. Le temps des idéologies est fini [...]. Pour autant, faut-il renoncer à tout idéal ou à toute valeur ? Serions-nous encore socialistes si le pragmatisme le disputant au cynisme faisait du principe de réalité le seul principe qui nous reste. »

« Le gouvernement gouverne, souligne M. Rocard, qui fait référence à la « Lettre à tous les Français » de M. Mitterrand. Il a un objectif, une direction, un projet. Il s'agit de rendre un nouvel espoir à ceux que l'avenir inquiète. Les enjeux qui forment notre horizon : la modernisation économique, le grand marché européen, ne doivent laisser personne sur le bord du chemin. » Le premier ministre insiste longuement sur le fait que les socialistes ont un projet, qui a fait l'unité dans leurs rangs, celui d'une société marquée par une « croissance apaisée [...] une société où il fait bon vivre ». M. Rocard s'étend aussi « controverses inattendues et peu utiles » sur l'existence d'un tel projet, et ajoute : « Petit à petit, la grandeur de ce qui constitue notre projet sera perçue par tous. »

A propos des non-socialistes associés à la réalisation de ce projet, il rappelle que le refus dans le passé de combinaisons douteuses a conduit le PS à une certaine « intransigence ». Mais dès lors que « l'accord est clair » pour participer à un gouvernement sous « l'impulsion socialiste » afin de réaliser son

projet, il n'y a pas lieu de demander de « passeport ». Le premier ministre souligne aussi la nécessité de trouver une « présentation [...] quelques mots [...], quelques formules » pour expliquer ce projet à l'opinion tout comme la nécessité d'une pédagogie pour montrer que « tout est complexe ».

Un seul mot : « convaincre »

Après le projet, M. Rocard en vient à la « démarche » du gouvernement, pour expliquer : « Cette démarche se résume d'un mot : convaincre. »

« Agir sur les réalités de la vie quotidienne, détaille M. Rocard, est la seule façon de convaincre l'opinion de donner du temps au temps. Les politiques les plus fondamentales que nous engageons ont besoin, pour réussir, de durée, de continuité, de rigueur [...]. Dans un environnement [...] où prévaut l'image, c'est-à-dire l'instantanéité [...], comment faire prévaloir l'aspect nécessaire du long terme [...] si ce n'est en montrant la direction par des résultats concrets, par des

actions sur le quotidien qui éclairent le chemin de l'effort ? [...] C'est justement parce que le gouvernement inscrit son action dans la durée qu'il entend être aussi celui de la démocratie de tous les jours. »

Le premier ministre explique encore que « convaincre, c'est aussi chercher à régler des problèmes, pas à régler des comptes ». Il fait observer que, en traitant le dossier de la Nouvelle-Calédonie, il n'est « soigneusement abstenu de toute mise en cause de [ses] prédécesseurs » et a informé les dirigeants de l'opposition qu'il n'est pas venu « pour leur dire qu'ils avaient tort ». Il réaffirme qu'« aucun haut fonctionnaire, magistrat ou dirigeant d'entreprise publique n'a été remplacé pour des raisons tenant à ses convictions politiques personnelles ni sans que lui soit proposée une nouvelle affectation compatible avec son expérience, son ancienneté, ses talents ». « Croyez-vous pourtant », ajoute M. Rocard, que l'envie ne m'ait pas gué et à l'effluve de certains rappels d'un passé récent en observant les dérapages verbaux ou les contorsions tactiques de tel ou tel porte-parole de l'opposition ?

M. Rocard évoque l'action de Pierre Mendès France et rappelle que cette volonté de convaincre

répond à « une certaine idée » [qu'il s'est] toujours faite, de la politique. Pour lui, il s'agit « dans un contexte où le repli sur soi, le scepticisme ou le cynisme gagnent du terrain », de « réhabiliter [la politique] justement parce qu'elle sera revenue à sa juste place ».

Le premier ministre soutient qu'il s'est toujours refusé à s'associer aux « modes qui consistent à dénigrer les partis politiques ». M. Rocard ajoute toutefois : « La pente est dangereuse que celle qui voit les partis politiques se transformer en congrès-marchés de comités électoraux : on a parfois brandi la menace d'une dérive du PS vers un parti démocratique à l'américaine. Prenons garde toutefois de ne pas le laisser rassembler au Parti démocrate chrétien italien ! »

M. Rocard s'adresse alors aux jeunes rocardiens pour leur affirmer qu'il suffit de considérer qu'ils sont des « jeunes socialistes » et que « cela suffit à [leur] donner une identité ». « Ne cherchons pas d'autres justifications », lance M. Rocard, que celle qui comprend que désormais l'image du socialisme est celle d'une idée dont le temps est venu. »

J.-L. A.

Les « dérapages » de l'ouverture renforcent les réticences du PS

VITROLLES de notre envoyé spécial

Tout comme M. Laurent Fabius qui l'avait précédé, la veille (le Monde du 3 septembre), devant les jeunes rocardiens des clubs Forum réunis en université d'été à Vitrolles, M. Henri Emmanuelli avait porté d'une odeur de souffrance tout comme l'ancien premier ministre, la député des Landes avait, dans la presse (Le Nouvel Observateur) critiqué le recours à des ministres issus de la « société civile » et donc, pensait-on, M. Michel Rocard. Tout comme M. Fabius, enfin, M. Emmanuelli a reçu un accueil parfait de la part des jeunes rocardiens avant de s'expliquer sur ses déclarations dès le début de son intervention.

M. Emmanuelli, proche de M. Lionel Jospin et membre de la « vieille garde » mitterrandiste des Conventionnels, juge, a-t-il dit, qu'il est « important » que M. Rocard soit à l'Hotel Matignon. Il porte sur les premières actions de son gouvernement un jugement « globalement très positif ». Le débat sur la « société civile » est un « vieux débat », et « le vrai débat » porte sur la conception du pouvoir : « une conception régalienne » ou « une conception arbitraire », telles sont les préoccupations de M. Emmanuelli.

Si l'ancien secrétaire d'Etat au budget est intervenu, c'est parce qu'il a cru voir, dans certains commentaires, la « légitimité de la société civile » opposée à la « légitimité du suffrage universel », voilà tout. Une fois cette mise au point effectuée, le numéro deux du PS est entré dans le vif du sujet, une analyse de la situation politique qui confirme l'état d'esprit dans lequel les socialistes abordent la rentrée : l'autisme ne sera guère celui de l'« ouverture » et les débordements commis par certains ministres au nom de ce vocabulaire devenu « péjoratif » — comme l'avait fait remarquer, la veille, M. Michel Sapin, député rocardien des Hauts-de-Seine — commencent à agacer certains dirigeants socialistes.

Ouverture ou confusion ? Après les déclarations de M. Ray-

mond Barre, après celles de certains ministres non socialistes, M. Emmanuelli rappelle la doctrine restrictive définie par M. François Mitterrand le 14 juillet, à teneur à faire quelques mises en garde. Le numéro deux du PS est « étonné » des propos de M. Barre sur l'ouverture : « L'ouverture », que M. Emmanuelli préfère appeler « rassemblement », ne peut pas se traduire par « un accord de gouvernement [du PS] avec une autre formation politique, car nous sommes sous la V^e République, pas sous la IV^e ». Un « contrat » conclu entre le PS et une autre formation politique ne peut pas s'ajouter à « un contrat » fondamental de la V^e République, celui « qui lie le président de la République au corps électoral ».

La veille, M. Alain Richard, député rocardien du Val-d'Oise, avait, symétriquement, fait observer que, dans son ensemble, l'actuel électorat centriste est « très largement réticent vis-à-vis d'une alliance avec les socialistes ». Autre député rocardien, M. Sapin avait aussi fait remarquer qu'il faut remettre l'ouverture « sur ses pieds » alors qu'elle est aujourd'hui « sur la tête ». Exit donc, une nouvelle fois, toute possibilité d'alliance à court terme.

« Aucune succession n'est ouverte »

Toujours à propos de l'ouverture et de ses dérapages, M. Emmanuelli a évoqué le « trouble » entraîné par certaines déclarations de membres du gouvernement. Le député des Landes a reproché à M. Lionel Stoléru d'oublier que le gouvernement est soutenu par une majorité socialiste.

En outre, le député des Landes « imagine mal » que, pour les élections européennes, des ministres puissent se présenter sur des listes différentes.

M. Jean-Marie Rausch se voit, lui, reprocher d'avoir envisagé de gauchisme de cœur que M. Barre succède à Mitterrand. C'est « discutable », selon

M. Emmanuelli, et hors de propos, car M. Rausch, selon son analyse, qu'il lui aussi la majorité socialiste relative, peu disposée, selon le numéro deux du PS, à devenir la majorité de M. Barre. M. Emmanuelli demande aux ministres de travailler et de respecter la solidarité gouvernementale. Il souhaite que « ces propos se raffinent » et que « ce genre de gesticulation » en gynécologie, il n'a rien à redire aux « efforts ministériels » déployés par M. Michel Durafour pour « élargir la majorité présidentielle ».

Pour M. Emmanuelli, « aucune succession n'est ouverte », ni celle de M. Michel Rocard — allusion aux propos de M. Rausch — ni celle de M. Mitterrand — allusion aux rivalités internes au PS. La veille, au terme de sa propre analyse, le rocardien Alain Richard était arrivé à des conclusions similaires : pour M. Richard, M. Rausch risque d'être déçu, car des élections municipales n'ont jamais entraîné un changement de gouvernement et l'expérience montre que les premiers chefs de gouvernement d'un nouveau septennat ont une durée de vie, sous la V^e République, de deux à trois ans. Quant à tel ou tel « grand ministre » soucieux de jouer dans l'avenir un rôle à sa mesure — allusion transparente à M. Jospin — M. Richard lui conseille de faire avant tout ses preuves dans son département ministériel.

A propos des apôtres sociaux de la rentrée, M. Emmanuelli affirme qu'il ne croit pas à une « rentrée sociale chaude », mais ajoute qu'il y a un « problème d'évolution des revenus dans ce pays ». Pour lui, « l'aspiration à l'égalité » reste l'objectif des socialistes, qui ne peuvent se satisfaire de la « stagnation » des revenus salariaux et de « l'explosion » des revenus non salariaux.

C'est aussi l'avis de M. Jacques Delors, qui ne s'est pas exprimé publiquement à Vitrolles sur ce sujet, mais pense, en substance, que la rigueur c'est fini et que la gauche, sans retomber dans les automatismes du passé, doit « inventer » quelque chose à proposer aux salariés.

J.-L. A.

M. Méhaignerie cherche à peser sur l'action gouvernementale

LOCTUDY de notre envoyé spécial

Les centristes ont décidé de prendre l'ouverture au pied de la lettre. C'est en effet une longue lettre que M. Pierre Méhaignerie a rédigée à l'adresse du premier ministre, M. Michel Rocard. Clôturant, le vendredi 2 septembre, l'université d'été des jeunes démocrates sociaux, le président du CDS, qui avait tenu à préserver l'effet de surprise, a révélé la teneur de ce document, qui peut être considéré comme un contrat à l'amiable avec Matignon.

Dans cette missive, le président du CDS expose en effet à la fois les positions de son mouvement sur les grands sujets d'actualité, mais aussi ses revendications, qui, suivant qu'elles seront admises ou rejetées par le gouvernement, serviront, dit la lettre, « de critères qui détermineront le positionnement du CDS face à l'action de M. Rocard ».

Cette lettre tourne essentiellement autour de trois thèmes qui sont pour le CDS « les conditions du succès [...] pour un pays prospère, moderne et influent ». Premier chapitre : l'économie. Le CDS s'inquiète de l'augmentation trop rapide des dépenses prévues au budget 1989 et annonce que son groupe à l'Assemblée nationale présentera une série de propositions visant une baisse des impôts indirects plus importante et un allègement plus substantiel des charges des entreprises. M. Méhaignerie s'oppose également au gel des privatisations et demande non sans malice à M. Rocard « de ne pas, sur ce sujet, se laisser enfermer dans les archaïsmes encore trop présents au sein de son parti ».

Le président du CDS s'élève aussi de la « prolifération », selon lui incoordonnée, des dépenses engagées pour la célébration du bicentenaire de la Révolution française et annonce qu'il réclamera la création d'une commission de contrôle parlementaire.

En résumé, les centristes pensent que sur ce terrain budgétaire la France doit se soumettre encore à une double discipline : « des dépenses publiques qui augmentent moins vite que la richesse nationale, des dépenses d'investissement qui doivent avoir une priorité sur les dépenses de fonctionnement ».

Autre chapitre qui tient au cœur des centristes : les inégalités sociales. Ceux-ci sont très réticents sur l'idée d'un financement du revenu minimum par l'ISF. Si le gouvernement persiste dans cette idée, ils s'abstiendront au Parlement.

Car, selon eux, d'autres solutions peuvent être trouvées compte tenu du supplément de recettes fiscales dégagé aujourd'hui par la croissance économique. Le CDS fera avant la rentrée parlementaire d'octobre d'autres propositions : celle consistant notamment à faire financer le revenu minimum à concurrence de 25 % par les collectivités départementales.

Troisième et dernier chapitre : les rapports entre l'Etat et les citoyens. M. Méhaignerie estime non seulement la décentralisation doit être accélérée, mais que l'aménagement de territoire est également « un enjeu fondamental de l'avenir ». Il en profite pour aborder la question plus politique de la loi municipale pour le rendez-vous de l'an prochain. « Plutôt que de parler sans cesse, relève-t-il, du Front national et de la droite en en tirant un profit politique immédiat, l'indépendance et le courage seraient d'accepter notre proposition d'interdiction de la fusion des listes municipales entre les deux tours. »

Pour inédite qu'elle soit, cette démarche épistolaire ne saurait en réalité surprendre. Elle correspond tout à fait à la définition de l'ouver-

ture défendue par M. Méhaignerie : si ouverture il y a, elle ne pourra se faire qu'à partir d'un contrat de gouvernement clairement établi, non pas « dans l'ombre des couloirs », comme dirait M. Jean Lecanuet, mais au grand jour, devant tout le pays.

Cette lettre, après un trimestre de déclarations en tout genre, de rendez-vous manqués et de faux procès, peut donc être considérée comme une première pierre du nouvel édifice qui pourrait être plus tard une coalition socialo-centriste. Comme une première marche aussi permettant de passer de l'opposition à l'opposition « constructive ». « Il y a deux attitudes possibles dans l'opposition », explique M. Méhaignerie. La première, c'est la plus facile, nous l'avons d'ailleurs pratiquée, comme le PS en son temps : c'est l'attitude négative par principe. C'est la plus confortable à court terme, et probablement la plus confortable vis-à-vis d'une partie de nos alliés. C'est aussi la plus sclérosante. La deuxième consiste à peser, grâce à la composition arithmétique du Parlement, et à empêcher l'action gouvernementale de traduire les aspects négatifs des projets de loi qui viendront en discussion. »

Un double défi

Aux idées simples, le président du CDS entend donc substituer « l'indépendance d'esprit et le courage », afin de faire passer l'intérêt général avant l'intérêt partisan. C'est un premier pas. Au congrès de Lille, en novembre, les dirigeants centristes réfléchiront concrètement à la manière de renforcer leur parti pour pouvoir progresser sur le chemin de l'ouverture.

Cette démarche de M. Méhaignerie vise à lui redonner l'initiative : il tient à rester l'interlocuteur privilégié des socialistes. M. Raymond Barre n'avait pas été mis la veille dans la confidence, et l'on peut deviner que M. Giscard d'Estaing, qui ne veut plus voir dans l'opposition qu'une seule tête, la sienne, éprouvera quelque contrariété.

Enfin, M. Méhaignerie adresse à M. Rocard, qui retrouve maintenant la balle de l'ouverture dans son camp, un double défi. Par rapport d'abord à son action gouvernementale : « Le navire gouvernemental a-t-il une destination ? Le gouvernement est-il capable de prendre des positions courageuses dans une période plutôt facile pour lui ou va-t-il se contenter de la gestion au quotidien dans une certaine amoralité ? »

Deuxième défi par rapport au Parti socialiste. M. Méhaignerie continue de penser, comme il l'a répété vendredi, que « M. Rocard n'est pas, tant s'en faut, le Parti socialiste ». Il va de soi que de telles appréciations visent aussi à mettre M. Rocard en porte à faux sur sa gauche. M. Méhaignerie fait mine de n'en avoir cure. « Nous vous jugerons aux actes, conclut-il dans sa lettre. Puissions-nous espérer qu'une partie du PS et le gouvernement osent faire preuve de cette même indépendance d'esprit, de courage face aux groupes de pression qui composent la clientèle traditionnelle du PS. » M. Rocard devrait normalement trouver cette lettre mardi sur son bureau.

DANIEL CARTON.

■ RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans un article consacré à la préparation des élections sénatoriales dans le Gard (nos premières éditions du vendredi 2 septembre). M. Georges Benedetti (PS) n'a pas quitté son mandat de sénateur en raison de la loi anti-cumul, mais parce qu'il a été élu député en juin dernier.

Société

De Wembley à Bercy,
une initiative d'Amnesty InternationalContresigner la Déclaration universelle
des droits de l'homme

Plus de soixante-dix mille personnes étaient réunies au stade londonien de Wembley, le vendredi 2 septembre, pour entendre notamment Bruce Springsteen et Sting. C'était le premier des concerts internationaux organisés par Amnesty International pour célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Un pays sur trois, constate Amnesty, continue de pratiquer la torture. Or cent cinquante-neuf États au monde, c'est-à-dire la quasi-totalité, ont approuvé la Déclaration universelle des droits de l'homme. Article premier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Article 5 : « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

Le texte, rédigé dans les années qui suivirent le cauchemar de la seconde guerre mondiale, a été adopté le 10 décembre 1948 à l'ONU. Quarante ans plus tard, on dirait donc que tout reste à faire. Pour en finir avec l'horreur calculée et officielle, Amnesty International veut à nouveau faire approuver le texte et ses trente articles. Non plus par la signature des gouvernements, mais par celle du plus grand nombre possible d'hommes et de femmes anonymes, par milliers, par millions peut-être. Des jeunes surtout. Comme s'il s'agissait de rappeler aux adultes : « Les dirigeants à qui vous faites confiance ont signé puis ils ont bafoué leur signature, et vous tolérez ça ? »

Pour recueillir les signatures, Amnesty International a voulu que les citoyens des droits de l'homme

viennent tendre l'oreille, écoutent. Une tournée de concerts, qui mobilisera deux cents personnes pendant six semaines, a pris son départ à Wembley. Elle devait passer à Paris, au Palais omnisports de Bercy dimanche 4 et lundi 5 septembre, à 16 heures. Aux artistes « permanents » — Bruce Springsteen, Peter Gabriel, Tracy Chapman et Yousou N'Dour — se joignent des vedettes locales : Michel Jonasz à Paris, par exemple. Tous renouent à leur cachet. Le produit de la vente des billets (180 F en France) permettra seulement de rembourser les frais et de ne demander qu'une participation symbolique aux spectateurs des pays du tiers-monde : Inde, Costa Rica, Côte d'Ivoire... Le budget atteint 23 millions de dollars, sans compter la vente des droits de diffusion du concert final, le 15 octobre, dans la capitale des tortures et disparus : Buenos-Aires. La marque anglaise de chaussures de sport Reebok, leader aux États-Unis, s'est portée garante pour 8 millions de dollars en cas de « pépin ».

Amnesty International compte sur deux fois 16 500 spectateurs à Paris. Importe surtout le nombre des signatures de ceux qui, au terme du concert, auront lu, découvert et paraphé le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme, distribué à l'entrée du stade. Ainsi, le but de cette opération sera atteint : un million ou deux peut-être de citoyens, jeunes en priorité, proclamant à la face du monde et en toute connaissance de cause « les droits de l'homme, maintenant ! ». Trente concerts suffiront-ils à réveiller l'esprit du monde après quarante années d'approbation polie ?

CHARLES VIAL.

SPORTS

TENNIS : Les Internationaux des États-Unis

Noah, suite et fin ?

La tête de série n° 1 Ivan Lendl et les Américains Jimmy Connors (n° 6) et André Agassi (n° 4), ont franchi sans encombre le deuxième tour de l'Open des États-Unis vendredi 2 septembre. L'Américain Michael Chang, âgé de seize ans, a éliminé la tête de série n° 13, le Suédois Svensson en cinq sets. Yannick Noah (n° 7), victime d'une tendinite au genou, a dû abandonner contre l'actuel champion du monde junior l'Australien Jason Stoltenberg. Le score était alors de 6-2, 6-7 (9-11), 5-1, en faveur de Stoltenberg.

NEW-YORK
correspondance

Prise de cours, la foule qui d'habitude le surlend reste perplexes. Privée brusquement d'un

match comme par une panne de secteur, elle s'irrite. Prostré sur sa chaise, tête cachée dans sa serviette, Noah entend-il les quelques sifflets ? Le jeune Australien Stoltenberg quitte le court sous les applaudissements. La sortie de Noah ne suscite qu'un bruit confus, une gêne, quelques cris éparpillés d'encouragement. Plus encore que l'échec de Roland-Garros, la défaite de Noah ici, cet arrêt sur blessure d'un combat à peine entamé, marque sans doute la fin effective d'une carrière.

Au cours des ans, le mal est devenu chronique. Ne lui reste que l'opération, solution à laquelle le Français n'a pas voulu penser car elle marquerait le terme de sa carrière de joueur de haut niveau. « Si je dois me faire opérer, c'est maintenant ou

jamais », a-t-il déclaré après la perte. Plus tard, il nous avoua : « Je n'ai pas peur de l'opération elle-même, mais de l'arrêt de six mois qu'elle entraînerait. Je ne sais quoi penser ni quelle décision prendre. Elle tellement bien, croit que l'on est capable de réaliser un truc formidable, et puis une sorte paralysie ! Je n'y vois plus clair. C'est comme si ma tête allait exploser... »

La tendinite au genou qui le tenaillait fit son apparition pour la première fois en juillet 1982. Chaque année depuis, en plus de diverses blessures passagères, le Français en a souffert. Il joue ici même en 1983, l'année de sa victoire à Roland-Garros, l'année de tous les espoirs, avec une genouillère.

Noah est un athlète d'un influx extraordinaire. Pour compenser certaines lacunes techniques, il

doit jouer dans la fureur et l'euphorie physique s'il veut vaincre les meilleurs mondiaux. Doser ses efforts, ruser, cela lui est interdit. Rien de moins mesuré, de moins parcimonieux que le talent du Français. Noah n'est pas un gagne-petit. C'est sa force générale qui nous convainc parfois, comme à l'ouverture de Flushing. A l'inverse des Suédois, il n'a jamais été raisonnable. A l'inverse de Lendl, il n'a jamais pratiqué la rigueur rationnelle.

Maintenant il se demande si tout cela en vaut la peine : « Je ne me sens plus vainqueur. Je vais devoir peut-être penser à autre chose. » Il n'a jamais été avare d'aveux, mais celui-ci aura sans doute été le plus dur à prononcer.

MARC BALLADE.

Les résultats du vendredi 2 septembre

SIMPLE MESSIEURS
(deuxième tour)

Lendl (Tch., n° 1) b. Berger (E-U), 6-2, 6-4, 6-1 ; Agassi (E-U, n° 4) b. Lench (E-U), 4-6, 6-2, 6-3, 6-4 ; Jarryd (Aust., n° 15) b. Raneberg (E-U), 6-0, 6-3, 6-0 ; Peter Roldan (Arg., n° 12) b. Ross (E-U), 6-4, 6-7, 6-7 (2/7), 6-3 ; Lozano (Mex.) b. Segura (E-U), 6-0, 6-2, 6-7 (3/7), 6-4 ; Chang (E-U) b. Svensson (Sue., n° 13) 5-7, 6-4, 2-6, 6-1, 6-4 ; Mayotte (E-U, n° 9) b. Pozzi (Ita.), 6-3, 7-5, 6-4 ; Connors (E-U, n° 6) b. Bloom (Can.), 6-0, 6-3, 6-1 ; Stoltenberg (Aus.) b. Noah (Fr., n° 7) 6-2, 6-7 (9/11), 5-1, abandon sur blessure.

SIMPLE DAMES
(deuxième tour)

S. Hanika (RFA, n° 15) b. A. Grossman (E-U), 6-2, 6-2 ; N. Harneman (Fr.)

b. R. Reis (E-U), 6-2, 6-4 ; B. Potter (E-U, n° 12) b. R. White (E-U), 6-3, 7-5 ; M. Malvena (Bal., n° 6) b. J. Sautrock (E-U), 7-6 (7/4), 6-2.

(Troisième tour)

M. Navratilova (E-U, n° 3) b. A. Minter (Aus.), 6-1, 6-3 ; C. Ever (E-U, n° 3) b. H. Cliff (E-U), 6-1, 6-0 ; L. McNeil (E-U, n° 9) b. N. Bykova (Tch.), 7-5, 6-3 ; Z. Garrison (E-U, n° 11) b. J. Hetherington (Can.), 6-1, 6-4 ; M. Malvena (Bal., n° 6) b. J. Sautrock (E-U), 7-6 (7/4), 6-2 ; L. Sevcenko (URS), n° 16) b. C. Besset-Soussi (Can.), 6-4, 6-3 ; S. Robe (E-U) b. C. Kohde-Klsch (RFA, n° 10), 6-3, 2-6, 6-3 ; G. Sabatini (Arg., n° 5) b. J. Richardson (N-Z), 6-1, 6-1.

PLANCHE A VOILE : championnat de France open

Cap sur Pusan

Hervé Piégelin a remporté le vendredi 2 septembre les dixièmes championnats de France de planche à voile open, organisés par le Yacht Club de Carnac (Morbihan). Il a devancé Robert Nagy, le sélectionné olympique, et Michel Quintin, son suppléant, fer de lance d'une équipe de France devenue une véritable armada sur les plans d'eau de monde entier.

CARNAC
de notre envoyé spécial

« ROBERT NAGY est notre plus grande chance de médaille d'or à Séoul. Aucune discipline olympique en France ne présente un palmarès comparable au nôtre. » Cette affirmation de Serge Valentin, entraîneur national de planche à voile, est difficilement contestable si l'on s'en réfère au monopole exercé par les véliphanistes français sur les compétitions internationales.

Depuis 1983, aucun championnat du monde ou d'Europe dans la catégorie reine (celle des plumes) ne leur a échappé. Robert Nagy, Michel Quintin et Hervé Piégelin sont montés au total sept fois sur la plus haute marche du podium mondial. La planche à voile open, c'est-à-dire pratiquée en régate sur parcours olympique, est devenue leur domaine réservé. « C'est pour cela que je considère ces championnats comme le plus grand rassemblement de véliphanistes au monde sur le plan de la qualité », ajoute Serge Valentin. Une telle suprématie s'explique par trois facteurs : le nombre des pratiquants, la qualité du matériel et l'installation rapide de structures fédérales.

A l'origine étaient la route (articulation entre le mât et la planche) et le wish-bone (arc-boutant qui permet de tenir et de faire pivoter la voile). Leur richissime inventeur, l'Américain Hoyte Schweitzer, n'estima pas nécessaire de déposer son brevet en France comme il l'avait fait dans la plupart des autres pays. Ce miracle oublié permit aux fabricants français de travailler beaucoup plus librement que leurs voisins. Et de prendre quelques milles d'avance.

D'aucuns prétendaient donc que la supériorité des Français provenait de leur matériel. Ce que Robert Nagy concède en partie : « Cela a indiscutablement joué sur deux de mes quatre titres de champion du monde. » A Séoul, le Comité olympique imposera aux concurrents, tout comme en 1984, le même type de flotteur et le même grément. « La monotypie est une fausse égalité. Elle avantage une morphologie particulière de véliphanistes », rétorque Serge Valentin. Malgré tout, la domination française reste toujours aussi écrasante. En 1988, tant aux championnats d'Europe que du monde, le premier étranger s'est classé cinquième... derrière les Français qui avaient profité de l'occasion pour tester le matériel en question.

Robert Nagy et son suppléant pour Séoul, Michel Quintin, ont abordé Carnac comme un ultime entraînement. Les conditions sont idéales car on ne peut rêver plus forte concurrence. Si l'élite de la

planche à voile française domine ses rivaux, c'est aussi qu'elle s'appuie sur une masse de pratiquants énorme. « Alléluia, pour construire une équipe nationale, on prend les véliphanistes qu'on trouve. Ici, on sélectionne les meilleurs à partir d'un niveau d'ensemble déjà très élevé », explique Robert Nagy.

Avec trente-cinq mille licenciés et un nombre de pratiquants estimé à plus de deux millions, la France dispose d'un réservoir incomparable. Un classement individuel permet en outre de maintenir une émulation jusqu'aux derniers rangs de la hiérarchie nationale. De tels effectifs font rêver les autres pays. Un responsable américain se vanta un jour de l'essor pris par la planche à voile open dans son pays où venait d'être franchi le cap des... vingt licenciés.

Une tâche

Un vivier pareil exigeait cependant des structures adéquates, celles dont disposait par exemple la Fédération française de voile. « Nous nous sommes organisés plus tôt que les autres, raconte Jean-Claude Leyran, vice-président de la FFV. Les clubs de voile ont accueilli les véliphanistes et leur sein alors qu'à l'étranger, la planche à voile a dû se développer séparément. »

Sur ces bases se sont créées quatre sections sportives, au rendement encore incertain. Mais surtout, la FFV a privilégié l'équipe de France, permettant à ses membres de multiplier les stages et de progresser au contact les uns des autres. Sept des douze meilleurs véliphanistes mondiaux actuels sont français.

Dans ce tableau idyllique, à peine voilé par la stagnation des effectifs depuis 1986, il reste une tâche. Aux Jeux olympiques de Los Angeles, Gildas Guilherot n'obtint que la quatrième place. A Séoul, Robert Nagy sera chargé de faire oublier ce seul et inopportuniste revers de la planche à voile française qui aura contribué à la maintenir dans un anonymat presque complet malgré les résultats enregistrés par ses représentants. Une lourde responsabilité qui a poussé le quadruple champion du monde à limiter ses contacts avec l'extérieur.

« Si nous avions trois hommes là-bas, nous ramènerions sans doute les trois médailles. Avec un seul, nous ne sommes pas sûrs de décrocher l'or », estime Serge Valentin. Sur le difficile plan d'eau de Pusan, Robert Nagy sera l'ambassadeur de la plus forte nation de la planche à voile open : l'homme à battre.

THIERRY CERNATO.

● FOOTBALL : championnat de France. — En match amical de la dixième journée du championnat de France de football, le Maitre-Facing a battu Monaco, vendredi 2 septembre à Paris, par 3 buts à 0.

● VOILE : abandon des recherches pour Olivier Moussey. — Les recherches entreprises pour retrouver Olivier Moussey, le skipper du trimaran Leslaires-Mons-Saint-Michel, tombé à la mer jeudi 1^{er} septembre au large des îles Scilly au cours de la transatlantique Québec-Saint-Malo, ont été définitivement interrompues vendredi 2 septembre.

Dix tournages par jour dans la capitale

Paris fait du cinéma

Si l'on décomptait des scènes aux sites qui apparaissent le plus souvent sur les écrans, Paris serait sûrement récompensée. La ville et ses monuments sont assaillis par une armée de caméramans travaillant pour le cinéma, la télévision, la vidéo et la publicité. En moyenne, on ne compte pas moins d'une dizaine de tournages par jour ouvrable.

Depuis l'invention du cinéma, la capitale a constitué le fond de décor d'innombrables films. Elle a même joué le rôle d'un véritable personnage. Mais le phénomène a pris ces dernières années une ampleur sans précédent. Entre 1985 et 1987, les demandes de tournage reçues à la préfecture de police par le commissaire Maurice Râteau sont passées de 1 800 à plus de 3 000. Même constatation à la mairie, qui précise que les longs métrages ont quadruplé en six ans. Le tiers est réalisé par des étrangers.

Les gros des « envahisseurs » est évidemment formé par des équipes de télévision. Elles sont renforcées par celles des annonceurs, pour lesquels il n'est bon que de Paris. Même les scénaristes de grands films semblent ne plus pouvoir se passer de la capitale. Celle-ci est devenue un passage obligé pour les intrigues touchant à la culture, à la politique ou à l'espionnage. Et elle demeure le cadre rêvé des plus belles aventures amoureuses.

Les tournages en studio sont passés de mode, vive les décors naturels ! A cet égard, Paris offre des avantages que bien des métropoles lui envient. La douceur du climat et la lumière de l'Île-de-France permettent de travailler en toute saison. Cherche-t-on un décor touristique, un coin de province ou une ambiance exotique ? Le domaine bâti et les intérieurs parisiens sont d'une telle diversité qu'ils peuvent répondre à la demande.

Les réalisateurs y trouvent leur compte. « Tourner à Paris, explique le réalisateur Jean-Yves Asselin, est synonyme d'économie. Plus besoin de payer le déplacement et le logement des équipes de techniciens qui habitent tous en région parisienne. Quant aux vedettes, françaises ou étrangères, elles sont ravies de rester dans l'ambiance de la capitale. »

La tour Eiffel
super-star

Il n'est pourtant ni facile ni gratuit de tourner en ville. La moindre séquence exige une dizaine d'autorisations et quinze jours de démarches. Premier principe établi par une ordonnance signée par Napoléon III : « Il est défendu de s'installer sur la voie publique pour y exercer une industrie quelconque sans être pourvu d'une permission émanant de l'autorité compétente. » Dans sa simplicité drastique, ce texte de 1862 avait tout prévu, y compris, avec trente-trois ans d'avance, l'industrie cinématographique. La première autorité compétente est la préfecture de police. Mais il y en a bien d'autres. Chaque monument, musée, bâtiment public, parc ou jardin est « défendu » par l'administration qui le gère. En 1986, la Documentation française a voulu faciliter les démarches des cinéastes. Il en est résulté un petit livre énumérant les

divers organismes habilités à délivrer des autorisations : il y en a 80 à Paris !

Si cette « muraille de Chine » administrative ne décourage pas les cinéastes, c'est que ses gardiens sont bons enfants. Ils ont tous conscience que, en s'inclinant devant la magie du cinéma, ils servent aussi leur ville. Au dire des régisseurs, l'une des plus efficaces est Françoise Jacquier, qui appartient au service de presse de l'Hôtel de Ville. Elle répond dans les vingt-quatre heures et conseille les néophytes. Amoureuse de Paris, elle en connaît tous les recoins. Un caméraman souhaite-t-il filmer un bureau de ministre ? Elle sait que c'est impossible, mais que Edouard Frédéric-Dupont, l'indémodable maire du 7^e arrondissement, prête volontiers ses superbes locaux... contre un don à la caisse des écoles.

Au sommet du hit-parade des sites les plus souvent cadrés vient évidemment la tour Eiffel, le monument le plus photographié du monde. Puis les symboles archaïques que sont Notre-Dame, les Champs-Élysées, le canal Saint-Martin, l'Île Saint-Louis, le bois de Boulogne. De nouveaux venus sont apparus : Bastille, la Défense, le Cimetière des Sciences de la Villette, demain sans doute la pyramide du Louvre. Mais les cinéastes n'ont pas beaucoup d'imagination. « Les jeunes matuteurs en scène n'ont pas la connaissance de Paris qu'avaient les anciens, constate Françoise Jacquier. Je suis là pour les aider. »

Il y faut à la fois du doigté et de la fermeté. Car les exigences des cinéastes tiennent parfois du délire. Pour le tournage du énième James Bond, le réalisateur souhaitait occuper durant plusieurs jours la voie express rive droite, faire sauter une voiture des quais sur une péniche, puis enlever le héros au-dessus de la Seine en hélicoptère. La préfecture a donné son feu vert, à condition que l'on attende la fermeture estivale de la voie, pour travaux.

A celui qui voulait couvrir les Champs-Élysées de drapeaux à croix gammée pour un film sur l'Occupation, on a gentiment offert l'événement Foch, un 15 août à 6 heures du matin. Pour une « cascade » mettant en jeu plusieurs véhicules en plein bois de Vincennes, ou pour utiliser les enfants des centres aérés comme figurants gratuits, c'est non. Non encore pour tourner dans l'Hôtel de Ville et devant l'Élysée. Mais oui pour filmer un accident spectaculaire sur le périphérique, si l'opérateur accepte de profiter de sa fermeture pour nettoyage nocturne.

La nuit est une période d'intense activité cinématographique. Il faut parfois tout arrêter, comme lors de ce bryant tournage ponctué de coups de feu qui avait précipité à leurs fenêtres tous les riverains d'une paisible rue du 16^e arrondissement. Ou opposer une fin de non-recevoir à cette marque de parfum qui prétendait plonger dans l'obscurité la moitié de l'Île de la Cité durant deux nuits, pour une séquence vantant son produit. « Mais, Madame, protesta le cinéaste, je vendais aussi Paris. » Certes, répond-on à l'Hôtel de Ville, mais cela ne justifie pas de demander le cinéaste du Père-Lachaise pour présenter une collection de maillots de bain, ou les Catacombes pour y tourner des scènes de partouzes.

Ces réserves faites, les services de la Ville sont toujours prêts à répondre à toute demande raisonnable. Faut-il arroser la chaussée pour rendre le pavé luisant, simuler une pluie avec une asperseur d'eau (obligatoirement potable dans ce cas), démonter des réverbères, enlever des panneaux de signalisation, laisser les projecteurs illuminer tel monument une nuit entière ? Des équipes d'agents municipaux s'y emploient. Mais ces suppléments sont facturés et payables d'avance. Le Bulletin municipal publie régulièrement le catalogue et le tarif de ces prestations. Pour tourner sur un site appartenant à la Ville, il en coûte 1 330 F par jour et par caméra, plus 84 F par acteur ou machiniste et 165 F par animal. Ces prix doublent pendant la nuit.

L'arc de triomphe
est le plus cher

Dans la liste des monuments illuminés, l'arc de triomphe est le plus cher (8 000 F par nuit), suivi du Palais de Chaillot (3 600 F), mais la Concorde est bon marché (2 800 F seulement). La facture du mouillage de chaise est estimée à 7 000 F à 8 000 F par jour. Voulez-vous la générique de fin d'émission « Champs-Élysées », Michel Drucker a dû déboursier récemment 47 000 F pour tourner en divers points de la capitale.

Bien entendu, la Ville profite largement de ces tournages. Le service de l'éclairage encaisse cette année plus de 200 000 F, et celui des parcs et jardins plus de 500 000 F. Sans avantage direct pour eux, car ces sommes sont versées au budget général.

Comme toute activité, le cinéma à Paris connaît ses requiem. De petites équipes filment à la volée dispensent de toute autorisation. D'autres outrepassent leurs droits. Pour préparer une émission sur l'incinération, l'une d'elles avait été autorisée à travailler dans le bureau d'état civil de la mairie du 18^e arrondissement. Mais au moment du tournage, un comédien se présente et demande à se marier avec sa sœur. Et les caméramans de filmer les protestations de l'employée. La scène non prévue a été coupée. L'incident le plus sérieux que l'on ait enregistré est l'attarissement d'un avion sur les Champs-Élysées en 1986. Le pilote avait profité du film que l'on tournait alors avec Guy Drut pour la candidature de Paris aux J.O.

Ces broutilles ne sont après tout qu'un hommage rendu par le vice à la vertu. En tout cas, Jacques Chirac a compris depuis longtemps le parti qu'il pouvait tirer de la passion des cinéastes pour sa bonne ville. Dès 1977, il avait confié à son service de presse le soin de délivrer les autorisations de tournage. Ainsi était-il au courant de tout ce qui se préparait au cinéma et à la télévision.

Aujourd'hui, il va plus loin. Rattachée directement à son cabinet et dispensée de toute autre tâche, Françoise Jacquier sera désormais exclusivement chargée d'entretenir les meilleures relations possibles avec le monde de l'image. La promotion de Paris et, indirectement, celle de son maire ne s'en porteront que mieux...

MARC AMBROISE-RENDU.

Culture

VARIÉTÉS

Jean Ferrat dans la Drôme

« La libération des ondes a été une catastrophe »

Un feuilleton musical composé de trente chansons de Jean Ferrat sera diffusé sur Radio-France à partir de l'automne. Sa présentation à Alex (Drôme) a été l'occasion d'un plaidoyer pour la chanson française.

Non, Jean Ferrat ne remonte pas sur les planches. Non, il ne quittera pas sa montagne d'Ardeche. Non, on ne lui a pas proposé, depuis l'entretien avec Bernard Pivot il y a trois ans déjà, une nouvelle émission de télévision. Il prépare deux disques en prenant son temps. Un Ferrat 1989 sans doute, et un Ferrat qui chante à nouveau Aragon. C'est par plaisir qu'il a accepté la proposition de Radio-France-Drôme de choisir trente de ses chansons et de les commenter en toute liberté pendant trois heures en compagnie de Pierre Palecat. Ce feuilleton musical original en trente épisodes sera diffusé par l'ensemble des radios locales de Radio-France tout au long de l'automne et de l'hiver.

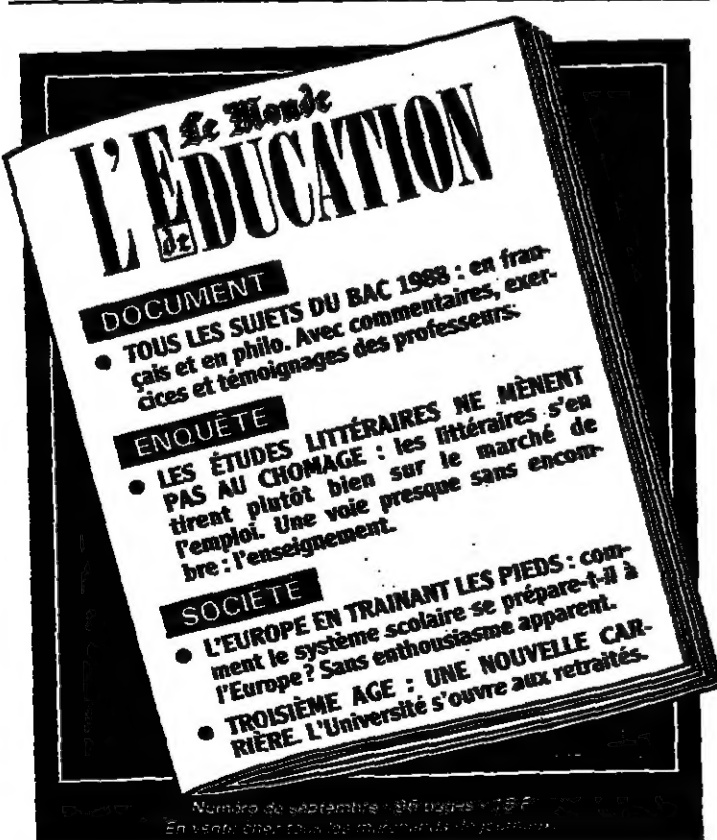
Au cours de sa présentation, vendredi, à Alex, près de Valence, Jean Ferrat a évoqué les misères de la chanson française : « Les jeunes de la chanson se heurtent maintenant à trois murs quasiment infranchissables. Celui de la production matricielle par des sociétés multinationales qui ne cessent de réduire les lanceurs d'artistes français ; celui d'une diffusion qui soutient essentiellement les produits anglo-saxons. Celui, enfin, de la

distribution qui, passant non plus par les disques, mais par les grandes surfaces, ne se préoccupe que du classement au Top. Ce n'est pas, hélas, parce qu'une chanson se vend bien qu'elle est la meilleure... L'effet du Top est désastreux pour les jeunes créateurs qui ne sont pas a priori dans le vent. Ceux qui ne fabriquent pas des produits standardisés n'ont aucune chance. Quel énorme talent il faut à des gens qui décident ailleurs, aussi... »

« On n'arrête pas d'organiser rencontres et colloques pour définir des remèdes à ces trois maux. En vain. Pour moi, la première catastrophe ces dernières années, c'est la libération des ondes, l'arrivée des radios libres sans cahier des charges. La porte ouverte à n'importe quel... Des jeunes espèrent par ce canal se faire entendre. Finalement, la vie des petites radios a été très courte, elles se retrouvent aujourd'hui dans les mains des gens qui décident ailleurs, aussi... »

« Pendant longtemps, j'ai pensé et je pense encore qu'il fallait préserver la culture nationale en fixant un quota pour la production étrangère. Il me semble que 40 % de chansons non françaises sur les ondes seraient suffisants. En tout cas, les artistes français pourraient alors être entendus du public qui ferait son choix entre les bons et les moins bons. Quand on est dominé comme on l'est aujourd'hui, une partie de notre culture est en cause, et elle est en train de perdre et de nous perdre... »

ANDRÉ GRIFFON.



هكذا من الأصل

Communication

La fin de l'université d'été de Carcans-Maubuisson

Fête du service public et débat sur la télévision commerciale

L'université d'été de Carcans-Maubuisson s'est achevée vendredi 2 septembre en présence de M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes. Le mercredi 31 août a été officiellement lancée, au Canada, la chaîne de télévision francophone TV 5, déjà diffusée en Europe et en Afrique. Un lancement accompagné d'une cérémonie retransmise à Montréal, à Paris et à Car-

caus et à laquelle ont participé le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et le ministre français chargé de la francophonie, M. Alain Decaux. Les chefs d'État et de gouvernement de la France, de la Belgique et de la Suisse et l'ambassadeur du Sénégal ont chacun pro-

noncé à cette occasion une courte allocution transmise par vidéo. Transmis par satellite, le signal de TV 5 couvrira donc désormais le Canada, les États-Unis et les Antilles.

C'est pourtant davantage la télévision privée qui fut au centre des débats de Carcans. Témoin la rencontre entre M^{me} Lelay (vice-PDG de TF1) et Rigaud (administrateur délégué de la CLT, actionnaire de M6).

Un duo Lelay (TF1)-Rigaud (CLT)

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyée spéciale

Patrick Lelay commence par hausser les épaules. « On ne peut pas faire de miracle ! », dit-il en évoquant, pêle-mêle le libre choix des téléspectateurs, l'inflation des coûts de programme, les exigences nombreuses de la loi et des cahiers des charges et l'incompréhension de la CNCL. « Je mets d'ailleurs au défi quiconque de trouver de par le monde une grille de télévision aussi riche que la nôtre ! » Et qu'on ne vienne pas lui parler de la télévision anglaise. « C'est rasoir au possible ! »

Les supermarchés de la culture

Jacques Rigaud, lui, n'a toujours pas digéré cette récente conjonction des critiques contre la télévision commerciale. « De tout temps, il a existé de bons esprits pour dénoncer la dégradation de la télévision. Cela fait plus de vingt ans qu'on entend ce type de plainte. Mais les reproches actuels sont particulièrement graves et peu réfléchis. Le PDG de RTL a, en effet, particulièrement mal pris les propos du ministre de la culture, assimilant certaines télévisions à des supermarchés de la culture ». Qu'a-t-il donc contre les supermarchés ? On y trouve de tout et de quoi satisfaire les multiples besoins du public. Un peu de patience, implore-t-il, on ne crée pas

de nouveaux programmes en quelques jours. « Qu'on permette donc aux entreprises de télévision — qui ont pris des risques considérables — de ne pas avoir les mêmes échéances que les gouvernements et d'envisager leur évolution sur dix ans (terme de notre autorisation) voire dix-huit ans (terme obtenu par Canal Plus, et que nous revendiquons). Alors pourraient-elles concilier davantage logique commerciale et mission d'intérêt général ».

Mais s'il n'y avait que quelques critiques à l'égard des télévisions privées... Plus grave, plus inquiétante : sans doute, notamment pour M6, la réflexion des deux ministres selon laquelle « il y a manifestement une chaîne généraliste de trop ». Patrick Lelay sourit. Ah non ! Qu'on ne compte pas sur lui pour désigner la chaîne à supprimer. C'est à l'État d'intervenir et à définir ce sera le marché. Qu'on sache simplement que « moins il y aura de chaînes, plus il y aura d'argent disponible pour la création ». Jacques Rigaud ne l'entend pas ainsi, qui sent davantage siffler les balles. « Qu'on stabilise enfin la règle du jeu, demande-t-il, et qu'on cesse de se poser la question du nombre des chaînes ! Au nom de quel malthusianisme quelqu'un déciderait-il qu'il y a des chaînes en trop ? Ce pays aime les jeux de massacre. Mais sachez que M6 n'est pas candidate au suicide. »

Restait à répondre aux propositions du ministre, M. Paul Quilès, concernant TDF1. Montorcan, montrant pas sur le satellite de télédiffusion directe ?

L'avenir de TDF1

Montera pas, répond Jacques Rigaud, en rappelant certaines péripéties malheureuses et passées entre la France et le gouvernement luxembourgeois dans l'affaire du satellite. Chat échaudé, dit-il... Et puis Astra est là, moins cher, qui dispose de quinze canaux et lui fait aussi les yeux doux.

« A quel bon ! » laisse tomber avec une moue sceptique Patrick Lelay qui, de toute façon, n'envisage pas d'investissement supérieur au « franc symbolique ». « Aucun programme n'est prêt ; l'audience potentielle est infime ; et le dilemme absurde : si on n'y va pas on aura tort, à terme ; mais si on y va, c'est pour perdre de l'argent. »

Critique, le public de Carcans est décidément loin d'être acquis aux deux hommes. Mais l'atmosphère se détend. Jacques Rigaud malchanceux un chewing-gum et Patrick Lelay tente l'humour... « Tenez, commencez-t-il, je vais vous raconter la dernière de la CNCL... » Une façon habile... et efficace pour se mettre l'assistance dans la poche !

ANNICK COJEAN.

La « résurrection » de la chaîne francophone

TV 5 Europe : la force d'exister

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyée spéciale

Les Anglo-Saxons appelleraient cela « come back ». Les francophones parleront de résurrection. Six mois après avoir failli disparaître TV 5 Europe revient sur le devant de la scène. La chaîne propose un nouveau logo, de nouveaux programmes dès lundi 5 septembre. Créée en 1984 la chaîne veut à la fois se renouveler en profondeur et continuer à jouer son rôle de « vitrine » des télévisions francophones (1), dont elle diffuse, grâce au satellite ECS 1, une sélection des meilleures émissions à destination des réseaux câblés européens.

Parce qu'elle était sévèrement jugée par M. Michel Péricard dans son rapport sur « la politique audiovisuelle extérieure de la France », le gouvernement de M. Jacques Chirac avait envisagé fin février dernier de la « fondre » dans la SEPT, la future chaîne culturelle (Le Monde daté 28-29 février). Projet abandonné en extrême dernière devant la résistance farouche des deux sociétés concernées et l'opposition très ferme de leurs partenaires étrangers.

Faute d'une grille homogène, de moyens et d'une véritable politique de promotion, TV 5 Europe, estimait M. Péricard, ne représentait pas 50 000 téléspectateurs. Une évaluation que le président de la chaîne, M. Jean-Jacques Céliérier, a toujours contestée. De deux millions à l'origine en effet le nombre des foyers européens

recevant TV 5 Europe atteint 9,5 millions aujourd'hui. De la Scandinavie au Maghreb. « Beaucoup ne sont pas francophones, insiste M. Céliérier, il est donc évident que nous ne serons jamais une chaîne de forte audience. Mais à la fin 1987 nous avions déjà plus de 100 000 téléspectateurs quotidiens dans le seul Benelux ! »

Les responsables de TV-Europe, forts d'un véritable audit réalisé au printemps, ont entamé une politique de modernisation. De la grille surtout, avec l'apparition de rendez-vous quotidiens pour fidéliser un public de plus en plus sollicité : des flashs d'informations ; un magazine d'actualité ; une émission sur la mode ; une météo européenne et surtout les journaux de TF1 ou d'A 2 repris chaque soir en léger décalé. Les programmes sont prolongés en soirée, démarrent plus tôt le samedi et le dimanche, et leur promotion à l'étranger est renforcée.

Initiation au marketing

TV 5 Europe s'initie enfin au marketing. Suffisamment ? La question mérite d'être posée car le danger, demain, sera moins institutionnel — le nouveau gouvernement ne remet plus son existence en cause — qu'économique. En matière de télévision par satellite, l'Europe est brutalement en train de passer de la rareté au trop-plein. Et les réseaux câblés au nombre de

canaux disponibles techniquement limités, vont devoir faire des choix en fonction de l'attractivité des chaînes. Que passera alors une télévision francophone face à des concurrents anglo-saxons mieux armés et plus « grand public ».

La force de TV 5 Europe, comme aime à le répéter son président Jean-Jacques Céliérier, est... d'exister et d'avoir déjà conclu plus de 1 100 accords avec des réseaux câblés ou des instances européennes. Mais la chaîne se heurte à un double handicap. Pour réussir sa nouvelle grille TV 5 Europe a besoin d'une augmentation de 30 % de son budget. Une hausse record qui, en ces temps de rigueur budgétaire, est loin d'être encore acquise. La lourdeur de son processus de prise de décision ensuite. Bien que la gestion quotidienne soit assurée par les trois chaînes françaises, au sein du groupement d'intérêt économique Satellimages, toutes les décisions importantes doivent être prises à l'unanimité, de concert avec les partenaires étrangers. Équitable, ce processus n'a pas la souplesse du privé. Il pourrait bien un jour devenir totalement inadaptable.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) TF 1, A 2, FR 3, réunis au sein du groupement d'intérêt économique Satellimages chargé de la gestion quotidienne de la chaîne ; les télévisions belge et suisse (la RTBF et la SSR) ainsi que depuis 1986 le consortium de télévision Québec-Canada.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

La cote des peintres.

Les annonces des collectionneurs : de la peinture aux objets de collection.

Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE



EN BREF

● Suspension des émissions de la chaîne privée espagnole Canal 10. — Un différend économique entre les producteurs londoniens des programmes, et les promoteurs de la chaîne privée espagnole Canal 10, est à l'origine de la récente suspension des émissions de la chaîne. Canal 10, transmise par satellite et payante, est une nouvelle chaîne dont sont actionnaires notamment Canal Plus et l'homme d'affaires M. Jacques Hatzuel et le patron de presse M. Robert Maxwell.

● Remise des Emmys, les Oscars de la télévision. — La série dramatique *Thirtysomething* et la série comique *The Wonder Years* ont été désignées, dimanche 28 août, meilleures séries télévisées de la saison, lors de la grande remise annuelle des Emmys — ou Oscars de la télévision — à Pasadena, en Californie. *Thirtysomething*, de la firme ABC, relate les problèmes d'adaptation des jeunes de trente ans dans la société des années 80. *The Wonder Years*, également d'ABC, est une comédie basée sur la nostalgie des années 60.

● M. Claude Perdriel s'installe à Rolling Stone. — Le patron du *Nouvel Observateur*, M. Claude Perdriel, est en pourparlers avec M. Lionel Rotzage, directeur du mensuel *Rolling Stone*, lancé en janvier. M. Perdriel envisagerait d'entrer dans le capital du journal aux côtés d'une société à capital risque, pour une somme de l'ordre de 3 millions de francs. Mais ces deux nouveaux associés seraient minoritaires. *Rolling Stone*, dont la vente moyenne est de 70 000 exemplaires, selon sa direction, pourrait lancer, en septembre, une campagne d'abonnements avec l'aide logistique du *Nouvel Observateur*. Ce dernier avait accumulé dans ses colonnes des articles de *Rolling Stone* pendant cet été.

● Le quotidien scandinave *le Matin* en faillite. — *Le Matin*, l'un des deux quotidiens francophones de la province du Nouveau-Brunswick, à l'est du Canada, a été déclaré en faillite deux mois après avoir suspendu sa parution. Lancé en 1986 grâce à des fonds publics du Nouveau-Brunswick et du gouvernement fédéral, *le Matin* n'avait réussi à vendre que 7 000 exemplaires. Le *Nouvel Observateur* compte deux cent vingt-cinq mille francophones sur sept cent dix mille habitants.

théâtre

cinéma

LE 7 SEPTEMBRE

LES

Économie

AFFAIRES

Le groupe Tapie reprend les raquettes Donnay

Le groupe de l'industriel français Bernard Tapie a été choisi par les pouvoirs publics à Bruxelles pour reprendre la société belge Donnay, première fabri-

cant européen de raquettes et numéro trois mondial, déclarée en faillite le 19 août dernier et qui employait trois cent cinquante personnes.

L'achat de la Région wallonne (gouvernement de la partie sud de la Belgique), qui devait choisir entre trois candidats : le groupe Tapie, les français Tapie et Frey, ainsi que le belge City 7, a finalement été accordé, le 2 septembre, en fin d'après-midi, sa confiance à M. Tapie.

Pour être définitive, cette décision doit encore être entérinée par les curateurs (équivalents belges des syndics français) désignés par le tribunal de commerce de Dinant lors de la mise en faillite sur avis de cessation de paiement probable que les curateurs se proposent d'attribuer aux deux autres candidats avaient également sollicité l'appui financier de la Région wallonne.

Dans la nouvelle société Donnay, au capital de 300 millions de francs belges (50 millions de francs français), Bernard Tapie dispose de 51 % des parts. M. Albert Frère, patron du Groupe Bruxelles-Lambert (GBL), deuxième holding belge, en aura 20 %, tandis que le solde, soit 29 %, appartiendra à la Région wallonne, qui détenait déjà 27 % de la société.

Le candidat Tapie était notamment le favori des syndicats. Le 29 août, plusieurs délégués syndicaux s'étaient rendus à Nevers afin de visiter la société Look, fleuron du secteur sport du groupe Tapie.

En échange de leur soutien, les syndicats ont obtenu des garanties pour l'emploi. M. Tapie s'est ainsi engagé à reprendre cent vingt des trois cent cinquante travailleurs de Donnay. Une clause prévoit une indemnité de 200 000 francs belges (30 000 francs français) par travailleur licencié au-dessous de ces planches.

Une « première » en France L'Aérospatiale et Dassault-Breguet s'associent pour concevoir un avion de patrouille maritime

La société Aérospatiale et le groupe Dassault-Breguet ont décidé d'unir leur savoir-faire pour la conception, en coopération, d'un nouvel avion de patrouille maritime principalement destiné au marché étranger. C'est la première fois que les deux constructeurs français œuvrent ensemble au développement d'un appareil militaire de ce modèle.

Dénommé «ATR-AM2 Petrel 42-72», ce programme associe la cellule du court-moyen-courrier civil ATR, produit par l'Aérospatiale en collaboration avec la société italienne Aeritalia, au système d'arme et de détection que le groupe Dassault-Breguet a mis au point pour l'avion Atlantique-2.

A l'origine, l'ATR-AM2 est un bi-turbopropulseur (de la taille approximative de la Caravelle) de patrouille maritime que l'aéronavale française a commandé pour remplacer ses appareils Breguet-Atlantic en service depuis 1967. L'ATR-AM2, qui sera opérationnel après 1990, sera capable, outre des missions traditionnelles de renseignement et de recherche en mer, de s'en prendre à des navires de surface ou à des sous-marins adverses grâce aux missiles air-surface AM-39 Exocet ou aux torpilles dont il sera armé. Par rapport aux Breguet-Atlantic, cet appareil, qui dispose d'un système automatique d'armes et de détection, est en quelque sorte un véritable ordinateur et PC volant.

L'aéronavale française a estimé ses besoins à quarante-dix Atlantique-2. Mais l'avion est cher : un rapport parlementaire évalue l'exemplaire à 500 millions de francs en opérations (taxes et environnement logistique compris). A ce jour et depuis 1985, la

marine en a commandé seize, et il n'est pas certain que son budget, compte tenu de ses autres ambitions, lui permette de réaliser l'objectif prévu.

Si l'Allemagne fédérale, l'Italie et le Pakistan sont parvenus, dans le passé, à acquiescer aux avions de patrouille maritime Breguet-Atlantic en même temps que la France, la situation pourrait être différente pour ce qui concerne l'exportation d'un avion de ce type, jugé trop performant à l'étranger.

Diversifier la gamme

Dans ces conditions, l'idée a prévalu, à l'Aérospatiale et chez Dassault-Breguet, d'un programme complémentaire et financièrement accessible qui permettrait de diversifier la gamme des avions de patrouille maritime. Le projet consiste à embarquer tout ou partie des matériels de navigation, de détection et des armements de l'ATR-AM2 à bord d'une cellule de l'avion de transport régional communautaire d'Europe, le «ATR-72», «allongé» ATR-72. Les industriels associent ainsi deux programmes déjà en production et éprouvés commercialement pour réduire leurs dépenses.

L'ATR-42, qui transporte de quarante à cinquante passagers sur des étapes de 1 500 kilomètres à la vitesse de 500 kilomètres à l'heure, a été commandé, à ce jour, à deux cent sept clients différents. Le centième appareil vient d'être livré. L'ATR-42 appartient donc à une famille d'avions qui se répand dans le monde des compagnies aériennes régionales, ou «commuter».

D'un poids qui devrait être grosso modo trois fois moindre que celui de

l'ATR-AM2, le nouvel avion de surveillance maritime devrait tenir l'air entre sept et dix heures d'affilée, au lieu des quinze heures, en moyenne, qui sont attribuées au successeur du Breguet-Atlantic. Ces performances intéressent des pays dont la sûreté des approches maritimes requiert des patrouilles plus courtes sur zone.

Entre l'Aérospatiale et Dassault-Breguet, dont les relations n'ont pas toujours été au beau fixe, le principe d'une coopération est aujourd'hui acquis sur le programme Petrel 42. Les discussions portent actuellement sur la répartition des travaux entre les deux constructeurs et sur l'évaluation des coûts à leur charge. Selon de premières évaluations de source industrielle, le marché à l'exportation pour ce nouvel avion de patrouille maritime est estimé à plus de cinquante exemplaires sur une dizaine d'années.

JACQUES ISNARD.

« Pour un secrétaire d'Etat à l'aviation civile... » M. Michel Inchaurpe, député RPR, a souhaité, le vendredi 2 septembre, que le gouvernement se dote d'un secrétaire d'Etat à l'aviation civile, comme c'était le cas autrefois. Lors d'une conférence de presse, le député, qui est rapporteur du budget de l'aviation civile, a estimé que le ministre des transports et de la mer, M. Michel Delebarre, avait suffisamment à faire avec les problèmes de la SNCF, « il faut redonner à la Direction générale de l'aviation civile les moyens de commander ce qui vole en France. Elle est en fait à la tête d'une coquille presque vide, à tel point que ce sont les préfets qui autorisent la Hebeheim », a-t-il indiqué.

A l'occasion d'une opération originale mais complexe

La Société générale va augmenter ses fonds propres

La Société générale, le troisième groupe bancaire français, privé à l'été 1987, a annoncé, le vendredi 2 septembre, une importante opération destinée à renforcer, à terme, ses fonds propres. La banque va émettre 2,835 milliards de francs d'obligations convertibles en actions, assorties de bons de souscription d'actions.

Interrogé sur les avantages d'un retour au secteur privé, M. Marc Viénot, le président de la Société générale, avait toujours mis en avant la possibilité qu'a une entreprise privée de recourir aux marchés financiers pour accroître son fond propre, ses moyens de développement. Depuis la privatisation de sa banque, à l'été 1987, il n'avait pas eu l'occasion de profiter de cette opportunité. Vendredi 2 septembre, la banque a annoncé, par un communiqué, une importante opération financière qui lui permettra de « renforcer, à terme, ses fonds propres ».

L'opération apparaît certes complexe, « une première de ce genre réalisée sur le marché français », commente la banque. Il s'agit d'une émission de 2,835 milliards de francs d'obligations convertibles en actions, assorties de bons de souscription d'actions. Ce sont ainsi 6,3 millions d'obligations qui sont émises à 450 F avec un intérêt annuel de 6 % et une durée de vie d'un peu plus de sept ans. Chaque obligation pourra être convertie en actions à partir du 15 octobre et pendant toute la durée de vie du titre. La souscription d'une obligation permettra de bénéficier en plus d'un bon de souscription donnant la possibilité d'acquiescer une autre action de la Société générale au prix fixe de 450 F entre le 15 octobre 1988 et le 15 novembre 1991.

Complexité, l'opération permet à la banque de satisfaire à plusieurs de ses objectifs. Tout d'abord, elle est réalisée à un moment opportun. Alors qu'existent des liquidités, les appels au marché restent encore timides en ce mois de septembre en France. Le cours de l'action de la Société générale, qui avait beaucoup souffert de la dévaluation de l'épargne des titres des sociétés financières, s'est très nettement redressé durant l'été. Après un plus bas à 265 F, le titre de la Générale terminait vendredi 2 septembre à 407 F, retrouvant ainsi son niveau de l'offre publique de vente. L'importance des transactions sur le titre est toujours restée faible, la banque elle-même n'est pas étrangère à ce redressement du cours.

Opportunité, cette opération donne en outre la possibilité de lever des fonds propres. En effet, si toutes les obligations sont converties en actions et si tous les bons sont exercés, les fonds propres de la banque pourront être portés de 25 milliards de francs actuellement à plus de 30 milliards de francs. Ce renforcement des fonds propres va permettre à la banque d'envisager plus sereinement des possibilités de croissance externe et d'assurer sans grande difficulté le respect des ratios prudentiels, notamment celui qui s'imposera à partir de 1992, à l'issue des travaux des banques centrales, le fameux ratio Cooke.

L'opération, qui permet aussi un étalement dans le temps des appels au marché, ne devrait pas enfin provoquer une dilution de l'actionnariat de la Société générale. Les actionnaires actuels — notamment ceux du «noyau dur» — sont en effet prioritaires, l'émission leur étant réservée entre le 5 et le 23 septembre.

F. Cr.

SOCIAL

Emploi précaire : deux embauches sur trois en 1986

L'emploi précaire gagne du terrain depuis dix ans tandis que les embauches se réduisent, selon une étude de l'Institut Adia, publiée par Gestion sociale le vendredi 2 septembre. En effet, en 1986, le total des embauches s'élevait à 163 170, de l'ordre de 8,85 % des effectifs des entreprises, contre 180 345 pour 1 837 773 emplois en 1979 (10,35 %) : les contrats à durée déterminée, qui ont représenté une embauche sur deux jusqu'à 1983, en représentaient deux sur trois (65,07 %) en 1986.

Quant aux «sorties» des entreprises, elles se sont accrues, surtout depuis 1984 :

les départs, qui représentaient 11,5 % des effectifs jusqu'à 1983, ont monté jusqu'à 13,9 % : cette augmentation est liée à la fin de contrats à durée déterminée, qui représentaient un départ sur trois en 1979 ; les départs en retraite et préretraite se sont stabilisés aux alentours de 7 % à 8 % ; la part des licenciements, qui s'élevait à 15,6 % des départs en 1979, a diminué jusqu'à 1983, mais est remontée ensuite pour atteindre 21,07 % en 1986, la poussée ayant précédé la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Procédure de révocation contre le président de la caisse d'assurance-maladie de Seine-et-Marne

M. Claude Ervin, ministre de la santé et de la sécurité sociale a engagé une procédure de révocation contre le président de la caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-et-Marne, M. Paul Hebras, un syndicaliste de Force ouvrière, a annoncé le ministre le vendredi 2 septembre dans un communiqué, tandis qu'une procédure de retrait d'agrément a été engagée contre le directeur, M. Serge Billon, quarante-six ans, et le directeur adjoint, M. Christophe Pillay, trente-neuf ans. Ces décisions ont été prises à la suite d'un référé de la Cour des comptes mettant en lumière de nombreuses et graves irrégularités dans la gestion de la caisse, précise le communiqué.

Ces «graves irrégularités» concernaient la passation des marchés faits dans des conditions singulières avec des entreprises dans lesquelles le président et sa famille avaient des parts. La Cour des comptes a saisi le procureur de la République.

L'affaire est partie de la caisse de Sécurité sociale des Français de l'étranger, dont la gestion était assurée par celle de Seine-et-Marne. MM. Billon et Pillay, qui occupaient les mêmes postes dans les deux caisses, ont été inculpés respectivement les 17 et 19 mars, et inculpés d'un acte de «trafic d'influence» à propos d'un achat de matériel informatique à un prix (environ 2 millions de francs) jugé trop élevé. La Cour des comptes avait

engagé, le 18 avril, à l'initiative de M. Adrien Zeller, alors secrétaire d'Etat à la sécurité sociale, une enquête sur la gestion de la caisse de Seine-et-Marne.

MM. Billon et Pillay ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire après quatre mois d'incarcération. D'autre part, la caisse des Français à l'étranger a été détachée de celle de Seine-et-Marne.

« Les salariés d'une entreprise portent plainte contre leur employeur... » Les trente-sept salariés de l'usine Bel Tronics de Carnay (Haut-Rhin) ont décidé d'intenter une action judiciaire contre leur employeur qui n'a pas encore payé les salaires d'août. Selon eux, l'établissement n'a plus ni directeur, ni fondé de pouvoir, ni ingénieurs, depuis le mi-août, et la direction veut le fermer. L'entreprise, une filiale d'un groupe canadien, a spécialisé dans la fabrication d'antennes pour la réception de télévision par satellite aurait perdu 10 millions de francs en 1987. La direction générale a décidé de rapatrier au Canada deux robots pour satisfaire une commande, mais ces deux robots sont bloqués à l'aéroport de Roissy en vertu d'une saisie-arrest faisant suite à la plainte d'un créancier pour un impôt de 300 000 F.

POINT DE VUE

Une autre dimension de la politique

par Roger Burnel
président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF)

On discute de la capacité des Français à se reconnaître. La France n'est pas en guerre civile ! Il faudrait davantage croire que les Français ne soient de plus en plus nombreux à se désintéresser des affaires de la France, ce qui est dangereux pour la démocratie, que l'abandon des élus par leurs électeurs dès le lendemain de l'élection. Les corps intermédiaires que sont les organisations socio-professionnelles et les forces associatives ne sont pas de même nature que les pouvoirs politiques, mais elles réunissent en permanence les réalités du terrain et à la fois de la vie politique et à la fois de la démocratie. Si le peuple veut préserver son autorité — selon l'étymologie du mot démocratie — qu'il ne se mette jamais en congé de responsabilité !

La confrontation des idées est le premier facteur du débat démocratique, sous la condition de respecter les différences et d'avoir toujours comme objectif prioritaire de conforter les valeurs humanitaires de liberté et d'égalité des droits pour tous les hommes. La démocratie ne procède pas de la soumission des faibles aux plus forts. Le respect du suffrage universel est autre chose.

Pauvreté et discours

Les responsables politiques de bonne volonté acceptent de tomber le masque des campagnes électorales devant l'intérêt de la France et ses responsabilités communautaires et internationales. On ne renie pas son identité en reconnaissant qu'on approche la vérité, au plus près, lorsqu'on ne néglige pas la vérité des autres.

Il est vrai que la rigueur est condition d'efficacité. La gestion des entreprises et le gouvernement de l'Etat et des collectivités ont besoin : de compétitivité devant la concurrence, utilisation des ressources budgétaires, service meilleur des usagers, sécurité... Pourtant, la rigueur ne peut pas prendre ses distances avec la solidarité qui n'a pas simplement valeur d'équilibre ou d'accompagnement, comme le ferait

une sorte d'«infirmerie» réparant a posteriori les erreurs et les excès dus à l'orgueil et à l'imprudence. Il s'agit d'un droit directement lié au droit à la vie selon les principes des droits de l'homme. Sinon qu'en serait-il de la justice et, avec elle, de l'égalité entre tous les hommes ?

Le prochain débat sur le minimum d'insertion va montrer, au Parlement et ailleurs, à quelle distance, en deçà et au-delà du discours sur la pauvreté, nous saurons individuellement et ensemble nous situer. On trouve toujours des excuses aux orientations fiscales (illégalités pour les uns, nécessité pour d'autres), qui, en fait, traduisent le niveau de courage civique et social des citoyens. Pour nécessaires que soient les gestes individuels de générosité, ils ne combattent pas la pauvreté absolue dans ses formes vives.

Il est nécessaire de s'attaquer à ses causes et de modifier radicalement les mentalités. Marginalisées ou exclues, les personnes et les familles en situation de grande pauvreté doivent être réintégrées dans leurs droits fondamentaux : droit à la qualité de la vie, à l'emploi, à la formation, à l'expression, à l'information, à l'exercice de leurs responsabilités, à la protection sanitaire et sociale... Passer de l'assistance au droit !

Si les responsables politiques cherchent un terrain commun, nous leur suggérons celui de la politique familiale. Aujourd'hui une approche consensuelle existe que nous acceptons sous la condition que le droit de fonder une famille soit ouvert à tous dans la liberté, puisque la famille est un droit universel des hommes, des femmes et des enfants. Originellement, des partis politiques ont fait de la politique familiale leur priorité : c'est leur honneur de n'avoir jamais dévié. D'autres partis ont évolué courageusement vers une analyse positive des réalités : c'est aussi leur honneur d'avoir réussi et montré leur conviction.

La famille, cette autre dimension de la politique, constitue l'un des leviers pour relever les défis qui sont devant nous, non pas comme une sanction mais comme un espoir : celui de l'équilibre démographique et de l'accueil réciproque des âges, celui de la formation, celui de la responsabilité et de la solidarité.

M. Bolloré renforce son contrôle sur son groupe

Afin de conserver le contrôle de son groupe en plein développement (15 000 personnes), un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards de francs dans des secteurs aussi variés que les papiers spéciaux, la distribution de combustibles ou le voyage), M. Vincent Bolloré vient d'achever la mise en place d'un montage financier complexe : à cette occasion, il s'entoure d'alliés solides et

prestigieux, en particulier du constructeur italien Fiat. Au sommet, une holding a été créée, la Financière de l'Odé. Dotée d'un capital d'environ 160 millions de francs, elle est détenue à 51 % par la société familiale de M. Bolloré. Le reste du capital se répartit entre la banque Lazard, la banque Arjil ainsi que la BNP et le Crédit lyonnais. Cette Financière de l'Odé possède à son tour 51 % du capital d'une autre société, Albatros Investissement. A côté de la Financière, on retrouve les AGF, qui, en échange de 8 % des actions de Bolloré Technologies, ont acquis 35 % d'Albatros, mais également Fiat (10 %) et d'autres partenaires.

En bout de chaîne, Albatros Investissement, à son tour, détient 25 % du capital de Bolloré Technologies, la holding qui a en portefeuille toutes les participations du groupe et qui est cotée sur le second marché à la Bourse de Paris. Compte tenu des actions détenues directement par la famille Bolloré dans cette holding (25 % du capital), des auto-contrôles en cascade, M. Vincent Bolloré devrait pouvoir poursuivre son développement sans avoir à se préoccuper d'éventuelles attaques inamicales.

TRANSPORTS

Le maire de Lille défend le tracé du TGV-Nord. — M. Pierre Mauroy s'est montré agacé par la polémique et la pression entretenues par les élus d'Amiens et de Picardie au sujet du TGV-Nord. « Il y a des limites, a-t-il déclaré. Il ne faut pas que cette opposition déglutisse jusqu'au boutisme. La région Nord-Pas-de-Calais ne pourra admettre que certains puissent lui porter préjudice... » L'agit d'un TGV reliant des villes capitales : le TGV-Nord ne peut reconnaître Lille, qui est au point d'intersection des trajets entre les trois capitales, Paris, Londres, Bruxelles... Il faut respecter la logique TGV : on train ne peut s'arrêter partout. » — (Corresp.).

ETRANGER

Hausse du nombre des sans-emploi en août

Aux Etats-Unis, les effets inflationnistes d'un chômage encore faible restent limités

Avec 226 000 chômeurs en plus, le taux de chômage a progressé de 0,2 point aux Etats-Unis, en août. Après être passé de 5,3 % en juin — son plus bas niveau depuis quatorze ans — à 5,4 % en juillet, il a atteint 5,6 % en août. Ce chiffre, rendu public le jeudi 2 septembre à Washington par le département du travail, confirme le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis.

L'indice du chômage américain est, à son tour, entré dans les zones de surveillance rapprochée des marchés financiers et l'annonce d'une remontée du nombre des chômeurs à 5,6 % de la population active, en juillet, contre 5,4 % un mois plus tôt, a suffi à rassurer, momentanément, ceux qui scrutent tout signe de réurgence inflationniste, de crainte de voir la Réserve fédérale réagir par un nouveau resserrement de sa politique du crédit. Le président de l'Institut d'émission américain, M. Alan Greenspan, avait récemment alimenté ce type de préoccupation en laissant entendre qu'un chômage très faible, amorceur de tensions sur les salaires, devait être surveillé de près. L'évolution des

derniers mois illustre pourtant les limites de ce type de risque.

Plusieurs facteurs se conjuguèrent pour jouer en faveur d'une modération persistante des salaires en dépit de l'apparition de cas de pénurie de main-d'œuvre. Comme en Europe, la perte d'influence des syndicats a fait partie. Elle a été renforcée, outre-Atlantique, par les conséquences de la déréglementation introduite à marche forcée par le président Ronald Reagan et, durant les années 1981-1986, par la flambée du dollar dominant lieu à une concurrence accrue des produits étrangers et pesant sur leurs coûts.

Contrairement à d'autres pays industriels, le salaire minimum ne constitue ni une référence ni un risque d'enclavement de hausses des salaires. Seuls, 5 % des salariés américains sont réduits à cette portion congrue. Heureusement, car ce salaire minimum, gelé depuis 1981, a perdu depuis lors le quart de sa valeur réelle. Enfin, les salaires dans les services, un secteur dont le rôle a été essentiel dans l'impressionnante créations d'emplois aux Etats-Unis, sont sensiblement moins élevés que dans l'industrie.

L'ensemble de ces éléments a permis l'instauration d'un cercle ver-

teux : en dépit de la forte croissance des années 1983-1985, le salaire horaire des employés, par exemple, reste aujourd'hui légèrement inférieur à son pouvoir d'achat de 1973. Economiste dans les services de recherche du Congrès, M. William Cox indiquait, dans le Wall Street Journal, qu'il a fallu aux Américains « travailler plus et plus longtemps » pour parvenir à accroître de 0,7 % par an leurs revenus, en termes constants, entre 1973 et 1987. On dénote, bien sûr, des régions où des branches où les tensions salariales se font plus fortes.

La fin du baby-boom et une croissance annuelle de la population active limitée à 1,2 % à l'an 2000 constituent également une mise en garde. En cas où le dynamisme de l'économie persisterait longtemps, les pressions d'une main-d'œuvre moins nombreuse finiraient par se faire sentir sur les salaires. Un constat qui pousse les spécialistes à appeler à une réflexion sur l'avenir à moyen terme mais qui, dans un premier temps, ne leur fait pas tirer la sonnette d'alarme inflationniste.

F. Cr.

هكذا من الأصل

Revue des valeurs

Bons débuts du marché des « futures » à la Bourse de Tokyo

TOKYO
Correspondance

Le hasard fait bien les choses. Le temps s'était remis au beau, samedi, au-dessus du Kabuto-Cho pour les débuts du marché des « futures » sur indice boursier du Tokyo Stock Exchange. Certes, il ne s'agissait que d'une demi-séance inaugurale et la tradition japonaise de célébration d'un premier jour (*osugi* en japonais) a été respectée. Néanmoins, le TPIX et son cousin, le même jour sous le toit du Osaka Securities Exchange (et baptisé 225 index), ont manifesté de robustes dispositions. Le plus bel avenir leur est promis.

À la Bourse de Tokyo, 77 443 contrats TPIX à l'échéance de septembre ont été négociés, un volume supérieur à l'attente des professionnels et tout à fait considérable étant donné le prix unitaire du contrat (plus de 21 millions de yens). Chez les rivaux d'Osaka, on a fait presque aussi bien : 75 000 contrats. Par comparaison, OSF 50, un contrat de « futures » sur un panier de cinquante actions sélectionnées, créé en 1987 par la Bourse d'Osaka lorsque les « futures » sur indices boursiers n'étaient pas encore autorisés au Japon, n'a enregistré que 1 274 transactions samedi.

Outre les achats de bienvenue, les deux nouveaux marchés de « futures » ont grandement bénéficié de l'embellie intervenue sur le marché au comptant à la fin d'août semaine. Le net repli du dollar face au yen et à la vigoureuse reprise de Wall Street vendredi ont permis à l'indice Nikkei des 225 valeurs sélectionnées de la Bourse de Tokyo de regagner encore 371,75 yens pour terminer la semaine à 27 488,25 yens. Le contrat de septembre du 225 index d'Osaka, dont le prix est un multiple du Nikkei (valeur de l'indice multipliée par mille), traduisait ce regain d'optimisme, en quotant 27 850 yens à l'échéance de septembre.

Tard venues dans le monde des « futures », en raison de la prudence atavique du ministère des finances à l'égard de ce qui est nouveau, et, qui plus est, d'origine étrangère, la Bourse de Tokyo et sa vieille rivale d'Osaka sont décidées à mettre les bouchées doubles.

Un challenger de poids

TPIX, un multiple (valeur de l'indice multipliée par dix mille) de l'indice des 1 118 valeurs cotées au comptant à la première session du Tokyo Stock Exchange, s'appuie sur la plus importante capitalisation boursière dans le monde. En se référant au précédent des États-Unis, où la valeur des transactions sur le S and P 500 du Chicago Mercantile Exchange dépasse assez largement les échanges au comptant du New-York Stock Exchange, les autorités de la Bourse de Tokyo estiment qu'il faudra entre un et deux ans au marché de « futures » pour prendre l'ascendant sur le comptant.

Et si le contrat sur indice boursier suit l'exemple du marché de « futures » sur bons du gouvernement japonais, inauguré fin 1985 et devenu très vite le numéro un mondial, TPIX s'annonce comme un challenger de poids face au S and P 500.

Au contact des marchés étrangers, sur lesquels leur présence se fait sentir de plus en plus, les grands investisseurs japonais se sont familiarisés progressivement avec les instruments et les techniques de couverture à terme. C'est le cas dans le domaine des changes, où la leçon fut sévère à la suite des énormes pertes enregistrées depuis septembre 1985 sur les placements en dollars. Le marché des options de changes connaît actuellement un développement spectaculaire à Tokyo.

La Bourse nipponne, qui a vu de record en record depuis dix ans, a fait au moment du krach boursier d'octobre que les meilleures choses avaient une fin. Les techniques de couverture devaient devenir accessibles aux investisseurs institutionnels, dont le poids est prépondérant sur le marché, sous peine de compromettre son équilibre et son statut international.

Le ministère des finances a cependant souhaité une interprétation prudente de la réforme législative qui a ouvert la voie, au printemps dernier, à la création des marchés de « futures » sur instruments financiers. Pour le TPIX comme le 225 index d'Osaka, les conditions d'entrée et de garantie sont plus sévères que sur les marchés étrangers comparables. Étant donnée la valeur unitaire des contrats, le jeu est pratiquement réservé aux grands investisseurs, ou aux épargnants disposant de ressources très importantes.

Le fonctionnement des nouveaux marchés « futures » sur indice, ainsi que du marché distinct qui sera créé par les banques, l'année prochaine, pour les instruments non boursiers (taux d'intérêt, devises) doit faire l'objet d'une revue de détail par les autorités de tutelle en 1990. Elles décideront alors des aménagements éventuellement nécessaires. Toutefois la prudence.

BERNARD HAMP.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 29 août au 2 septembre

Le poids des taux

TRISTE temps, triste Bourse. Ce n'est rien de dire que la rue Vivienne avait ces derniers jours une mine de papier mâché. Pour tout dire, le marché ne s'est pas encore remis de la peur que lui avait causée la semaine précédente le choc des taux. Toujours affaibli par le manque d'affaires, il a continué d'être de droite et de gauche sans trop bien savoir où porter ses pas. Une consolation : grâce à la minuscule enregistrée à la veille du week-end (+ 0,6 %), le bilan hebdomadaire n'a pas été mauvais, avec un score à peu près nul (- 0,2 %). Mais ce résultat n'incline pas spécialement à parier. L'érosion des divers indices, parvenus le 7 juillet dernier à leur plus haut niveau depuis le grand krach du 19 octobre 1987 après un avoir presque totalement effacé tous les effets, n'est pas terminée. En un peu moins de deux mois, les valeurs françaises se sont maintenant dépréciées de 6 % environ.

Pas de quoi fonder un chat. La Bourse en a vu d'autres. Mais qu'on le veuille ou non, ce glissement témoigne d'une confiance qui va en grandissant sous les lambris à mesure que s'approche le premier anniversaire de la dernière plus grande crise financière du siècle et même de l'histoire.

A première vue, l'état de semi-libération dans lequel se trouve actuellement plongé le marché et qui se traduit dans les faits par l'arrêt à peu près total des initiatives d'achat peut paraître paradoxal. Les nouvelles franco-françaises parvenues cette semaine sous les colonnes ont été plutôt rassurantes. Voilà que, faisant officiellement ses comptes, qui seront rendus publics à la mi-septembre, le gouvernement Rocard s'est aperçu que l'économie du pays se portait beaucoup mieux que prévu. Pour 1988, le taux de croissance sera de l'ordre de 3,5 %. Jamais la France n'a fait si bien depuis neuf ans. M. Bérégovoy l'a confirmé. Deuxième motif de satisfaction, et non des moindres : le ministre de l'Économie, des finances et du budget a proposé d'alléger la fiscalité des entreprises en abaissant de 42 % à 37 % la taxation des bénéfices réinvestis. L'abondance des recettes le permet. En d'autres temps, la Bourse aurait joyeusement grimpé en apprenant de pareilles nouvelles. Tout juste les a-t-elle saluées en relevant la tête mardi (+ 0,38 %), puis mercredi (+ 0,45 %). Visiblement, le cœur n'y est pas et le raffermissement enregistré à la veille du week-end ne change rien au jugement de fond sur l'état d'esprit qui règne rue Vivienne. Après le choc, la peur des taux a incité nombre d'investisseurs à se tenir prudemment à l'écart. Le phénomène n'est pas typiquement français. Sur

toutes les places, New-York et Tokyo notamment, l'activité a singulièrement diminué. Pourtant, l'actualité monétaire aurait dû apaiser un tant soit peu les craintes suscitées par la menace d'une surchauffe outre-Atlantique. Là-bas, en juillet, les principaux indicateurs avancés ont baissé de 0,8 % et les commandes à l'industrie de 3,5 %. Mais les boursiers de tous les pays voulaient sans doute avoir des assurances plus solides. Et d'attendre dans un bel ensemble les dernières statistiques américaines sur le niveau de l'emploi publiées vendredi 2 septembre à 14 h 30 (heure de Paris) pour savoir si oui ou non la croissance s'emballait de l'autre côté de l'eau.

Incrovable dans vrai : en apprenant la promesse du chômage dans le Nouveau Monde (5,6 % contre 5,4 % en juin), le marché parisien s'est redressé, effaçant la plus grande partie de ses pertes initiales (- 0,43 %) pour finalement arriver au point d'équilibre (- 0,05 %). Toutes les autres places tirent de même. Un comble, lança un habitué, « la mière fait monter les cours ». Un comble, non, une absurdité. Un haussier reconnaît lui-même, vendredi soir, le caractère diabolique de la spirale. Mais c'est bien connu, la Bourse n'a pas d'âme, encore moins de problèmes métaphysiques.

Reste que ce petit moment d'émotion passé, la consommation continue grand méso de l'interrogation sur la politique de crédit des États-Unis mais aussi sur celle du Japon placée devant le cruel dilemme de laisser fondre le yen sans réagir ou de stopper une nouvelle dépréciation en relevant le taux de l'escompte au risque de freiner la croissance interne.

À la veille du week-end, long pour les changes avec le chômage observé lundi prochain aux États-Unis pour le Labor Day, beaucoup ont encore préféré l'abstinence à l'imprudence. À Paris, la reprise s'est faite dans le vide.

A coup sûr, la semaine écoulée restera parmi les plus creuses de l'année avec des moyennes de transactions à peine supérieures à 600 millions de francs. Il est non moins vrai que le poids des taux ne cessera pas de siffler dans les oreilles.

Mais, à se perpétuer, cette situation risque de porter un coup fatal à la Bourse de Paris, dont la fréquentation baisse à vue d'œil avec la désaffection des investisseurs. Un gérant de portefeuille a lui-même lancé un cri d'alarme : « Si le nouveau syndicat (sic) ne se décide pas à créer rapidement un centre d'animation et de rencontre sur le parking, il n'y aura ici plus personne à la fin de l'année. » Cet appel sera-t-il entendu ?

ANDRÉ DESSOT.

A Bruxelles

Tractebel fait l'objet de nombreuses convoitises

Le titre de la holding belge Tractebel, qui domine le secteur énergétique en Belgique (électricité, gaz...) et constitue l'un des fleurons de la Société générale de Belgique, fait l'objet de mystérieux achats en Bourse de Bruxelles. Ces mouvements, perceptibles depuis le 1^{er} juillet, ont été particulièrement importants durant la semaine écoulée, 98 775 actions ayant changé de mains en cinq séances contre une moyenne de 25 000 en période normale. En deux mois, ce sont quelque 3 % du capital de Tractebel qui ont été concernés, sans pour autant que la valeur du titre ait subi de fortes variations.

« Les achats sont prudents. Il n'y a pas d'agression. Il semble qu'un groupe cherche à se constituer une petite participation », déclarait le 2 septembre un porte-parole de Tractebel, reconnaissant que le mystérieux acheteur n'avait toujours pas été identifié mais que cela ne provoquait aucune inquiétude. En effet, Tractebel dispose d'un actionariat stable : 53 % de son capital sont contrôlés directement et indirectement par trois groupes belges, le groupe Bruxelles-Lambert (21 %), la Société générale de Belgique

(25 %) et Sofina (7 %), elle-même filiale de cette dernière. « Nous pouvons en outre compter sur des alliés fidèles qui représentent environ 10 % du capital, le solde étant aux mains de petits porteurs », a précisé le porte-parole.

Selon les milieux financiers, les tensions sur le titre ne seraient pas terminées. On cite les noms de la Lyonnaise des eaux et de la Générale des eaux comme possibles acheteurs, tous deux intéressés par les activités de Tractebel dans la communication (notamment le câble), d'André Leyssen et de Cobepe, filiale belge de Paribas et anciens alliés de Carlo De Benedetti dans la bataille sur la Société générale de Belgique.

Mais selon le *Soir* de Bruxelles, le nom d'Albert Frère paraît souvent le plus logique dans la mesure où son groupe, Bruxelles-Lambert, aurait intérêt à renforcer sa participation dans Tractebel face à la Société générale de Belgique pour être en meilleure position dans ses discussions avec elle. Les deux principaux holdings du pays se retrouvent en effet souvent face à face dans nombre de secteurs stratégiques, où il y aura bien, un jour ou l'autre, des arbitrages à réaliser.

Pour le contrôle d'Irish Distillers

Affrontement en vue entre Pernod-Ricard et Grand Metropolitan

L'éventualité d'un affrontement entre le groupe français Pernod-Ricard et le groupe britannique Grand Metropolitan pour le contrôle du capital de l'unique producteur de whisky irlandais, Irish Distillers, se précise. Le 2 septembre, Pernod-Ricard a annoncé qu'il détenait 5 % du capital de la firme irlandaise, tout en se refusant à commenter la nouvelle (*Le Monde* des 2 et 3 septembre). Le jour même, Grand Met faisait savoir qu'il renchérirait sur toute OPA que lancerait Pernod-Ricard sur le fabricant de whisky. On s'attend à Londres que le groupe français annonce son intention au début de la semaine. Mais Grand Met, qui possède 6,5 % des actions d'Irish Distillers, n'a pas précisé le cours plafond au-delà duquel il n'aurait pas, bien que son président, M. Allen Sheppard, ait déclaré : « De toute évidence, il y a un prix, comme pour Martell, au-dessus duquel nous ne continuerions pas. » Tout au long de la semaine qui vient de s'achever, Pernod-Ricard a continué les conversations entreprises en août avec les responsables d'Irish Distillers.

Tout a commencé début août, quand un consortium anglo-

irlandais, GC&C Brands, formé de Grand Metropolitan, Allied Lyons et Guinness, a lancé une OPA amicale sur Irish Distillers, immédiatement rejetée par celle-ci. Le Comité missionnaire, s'était opposé vigoureusement à cette entente des trois géants de l'alcool, qui s'étaient finalement inclinés. Grand Metropolitan avait racheté les parts de ses partenaires au sein de GC&C et repris à son compte l'offre, pour un prix total de 253 millions de livres irlandaises (2,29 milliards de francs). La direction d'Irish Distillers a aussitôt demandé à ses actionnaires de ne pas répondre à cette offre d'achat.

Pernod-Ricard fait donc dans cette affaire figure de « chevalier blanc ». Irish Distillers n'ayant jamais caché sa sympathie pour le groupe français.

L'inconnue reste l'attitude d'un gros porteur de parts d'Irish Distillers, le négociant irlandais en fruits et légumes FFL-Fyffes, qui en détient 20 %. Dans un premier temps, celui-ci s'était engagé à céder cette participation au consortium GC&C. L'intervention de Bruxelles a gelé la situation. FFL-Fyffes ayant retrouvé sa liberté d'accepter toute offre supérieure. Il semble évident que le négociant de Dublin attende que la situation se décente et sans doute que les enchères montent.

C. D.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeur	Henne %	Valeur	Baisse %
Sagat	+ 8,2	St-Louis	- 7,3
Majorette	+ 7,8	SFM	- 6,3
Legende	+ 5,9	Pernod-Ricard	- 5,5
Avions Dux	+ 5,6	Crouzet	- 5,3
Prinsepac	+ 5,6	Spe Buis	- 5
Ce Buis	+ 5,4	SCOA	- 4,8
Dunlop	+ 5,3	Gilguy	- 4,6
CGE	+ 4,9	CP	- 4,4
LUMI	+ 4,1	Sino	- 4,2
Rafinex	+ 3,7	Id	- 4,1
Bel-Esp	+ 3,6	Lafont	- 4
GT Europe	+ 3,6	Grenaud	- 3,9
La Lettre	+ 3,2	Raffin-Duc	- 3,8

BONS DU TRÉSOR

Échéance	Prix	Prix	Cout	Dernier
	100	100	100	100
Sept. 89	92,55	92,55	92,55	92,55
Déc. 88	92,55	92,55	92,55	92,55
Mars 89	92,55	92,55	92,55	92,55
Sept. 89	92,55	92,55	92,55	92,55

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 septembre 1988				
COURS	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Premier	103,80	102,50	101,45	100,45
+ last	103,80	102,50	101,45	100,45
+ last	103,80	102,50	101,45	100,45
Dernier	103,80	102,50	101,45	100,45
Compensation	103,80	102,50	101,45	100,45

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	29 août	30 août	31 août	1 ^{er} sept.	2 sept.
RM	567 557	685 850	709 885	852 554	-
Comptant	7 582 199	9 413 539	7 307 668	7 602 260	-
A. et obl.	1 584 753	74 755	99 363	413 083	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	8 304 509	10 174 144	8 116 916	8 867 897	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

	121,3	121,2	121,7	-	-
Françaises	121,3	121,2	121,7	-	-
Etrangères	115,8	115,8	116,2	-	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

	130,9	131,3	132	130,3	131
Tendance	130,9	131,3	132	130,3	131

INDICE GÉN. (base 100, 31 décembre 1987)

	347	347,6	347,7	348,3	344,8
Indice gén.	347	347,6	347,7	348,3	344,8

INDICE CAC 40 (base 1000, 31 décembre 1987)

	1 281,27	1 280,55	1 286,36	1 292,81	1 288,75
Indice CAC 40	1 281,27	1 280,55	1 286,36	1 292,81	1 288,75

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Sauvée par le chômage... Semaine contrastée à la Bourse de New-York, qui, après avoir été trébuchante sur la baisse accélérée de la Bourse de Tokyo, a terminé en apothéose grâce à 6 milliards, une remontée du nombre des chômeurs en août aux États-Unis. Aux yeux des milieux financiers le yen et le chômage américain ont scellé le sort de Wall Street.

	Cours 26 août	Cours 2 sept.
Alcoa	98 1/4	98 1/4
ATT	25	24 3/4
Boeing	59	58 7/8
Chase Nat. Bank	27 7/8	29 1/2
De Post de New York	98 1/8	98 3/8
Exxon	42 1/8	46 7/8
IBM	112 1/4	114
ITT	47	47
ITT	43 3/8	43 3/8
Metall	59 3/8	59 1/2
Pfizer	33 3/8	33
Schlumberger	45 3/8	46 1/8
UAI Corp. et Alcoa	58 3/4	58 5/8
Union Carbide	21 3/4	22 1/4
USX	27 1/4	27 3/4
Westinghouse	49 1/2	49 3/4
Xerox Corp.	53 1/8	53 7/8

LONDRES

La peur d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt britanniques a dominé la Bourse de Londres qui a vécu une semaine agitée se soldant par une forte baisse des cours. Le marché fait encore sous le coup des chiffres catastrophiques de la balance des paiements britanniques et du relèvement consécutif des taux d'intérêt. Les fluctuations de la livre étaient également au centre des préoccupations des milieux financiers.

	Cours 26 août	Cours 2 sept.
Bootham	468	463 1/2
Bovater	407	407
BP	239	242 1/2
Charter	343	334
Comstar	321 1/2	304 1/2
De Beers (*)	10 7/8	10 1/8
Free Gold (*)	7 11/16	7 7/16
Geco	938	956
ICI	161 61/64	161 1/4
ICI	92	89 5/8
Reunert	471	474
Shell	597	592
Unilever	446	441
Victrola	163	162
War Loan	36 1/16	37 1/32

(*) En dollars.

FRANCFORT

Préoccupé par l'évolution des taux d'intérêt, la Bourse de Francfort a encore fait grise mine cette semaine. Certains experts craignent une hausse du taux de l'escompte japonais qui pourrait entraîner un nouveau relèvement général en Europe. D'autres voyaient, en revanche, dans la dernière prise en pension de la Bundesbank un signe de vouloir les maintenir à un niveau raisonnable.

Indice de la Commerzbank du 2 septembre : 1 453 (contre 1 456,1).

	Cours 26 août	Cours 2 sept.
AEG	282,50	282,50
BASF	258,00	258,00
Bayer	230	228
Commerzbank	224,20	225
Deutschebank	455,30	454
Hoechst	279,70	280
Karstadt	396,20	427,10
Mannmann	173	168,60
Siemens	422,50	423
Volkswagen	248,20	246

TOKYO

Après une semaine chaotisée en cours de laquelle les cours ont fortement baissé, la semaine s'est terminée redressée samedi matin après la vive retombée de Wall Street en raison des « bons » chiffres du chômage américain pour août. Le chute du yen face au dollar avait fait craindre, pendant un homme partie de la semaine, un relèvement du taux de l'escompte japonais bien que le ministère des finances nippon ait affirmé que cette question n'était pas à l'ordre du jour.

L'indice Nikkei gagnait le 3 septembre 371,75 points soit 1,4 % à 27 488,25 points. Le 26 août, le Nikkei était à 27 679 points. La semaine se soldait donc par une baisse de 0,7 %.

	Cours 26 août	Cours 2 sept.
Akai	602	596
Brigitte	1 270	1 270
Canon	4 490	4 490
Fuji Bank	3 150	3 060
Honda Motor	2 110	2 080
Mitsubishi Electric	2 690	2 590
Mitsubishi Heavy	897	897
Sony Corp.	6 810	6 800
Toyota Motor	2 640	2 570

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE
Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanô - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : le procès du genre de Brejnev. 4 Liban : les grandes manœuvres autour de l'élection présidentielle. 5 Les chefs de la résistance afghane souhaitent que le Pakistan cesse de s'ingérer dans leurs affaires intérieures.	6 M. Rocard face à ses détracteurs socialistes et à la pression centriste. DATES 2 Il y a trente ans, la Constitution de la V ^e République, par François Luchaire.	7 Prisons : le programme de construction présenté par M. Apollinaire se démarque du projet Chalandon. 8 Paris fait du cinéma. 12 Education : les réactions aux déclarations de M. Jospin.	9 Cinéma : le Festival de Montréal. — Exposition : « Sous le soleil exactement » à la villa Arson à Nice. 10 Jean Ferrat. — Communication : la fin de l'université d'été de Carcane-Mauboussin.	13 Aux Etats-Unis, hausse du nombre des chômeurs en août. — Première en France : l'Aérospatiale et Dassault-Breguet s'associent pour la construction d'un avion patrouilleur maritime. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 12 Météorologie 12 Mots croisés 12	● Le marché de l'art sur mini- ● Le mini-journal nouveau est ● Le mini-journal nouveau est 36-15 tepez LEMONDE ● La coté en direct, les par- ● Les commentaires de 36-16 tepez LIMBOURSE ● Les jeux du Monde JE 36-15 tepez LMI

Un an après l'affaire du « détail »

M. Jean-Marie Le Pen brocarde « M. Durafour-crématoire »

LE CAP-D'AGDE
de notre envoyée spéciale

La Marseillaise a retenti haut et fort, vendredi 2 septembre, dans les arènes du Cap-d'Agde (Hérault), à la fin de l'université d'été du Front national. Apparaissant, M. Jean-Marie Le Pen, souriant et détendu, est venu clore les cinq journées de travaux et a reçu une véritable ovation de la part des quelque sept cents militants présents sous l'immense chapiteau dressé pour l'occasion.

Accueilli par le Nubucco de Verdi et aux cris de « Le Pen président ! », semblant ainsi revenir au temps de la campagne présidentielle, le chef de file de l'extrême droite a, dans un discours d'une heure, mis ses troupes en ordre de bataille électorale en prévision des cinq scrutins à venir.

« Les temps du mépris, de la peur, de la honte et de la prudence est derrière nous », a lancé le président du FN, qui a d'ailleurs constaté que « la tradition dans la presse de gau-

che d'enterrer Le Pen en septembre » n'a, cette année, pas été respectée. Cela témoigne de la « vitalité » de l'organisation, a déclaré M. Le Pen, qui a ensuite remercié « M. Durafour-crématoire » de l'avoir lui-même constaté dans un entretien que ce dernier a accordé à l'« Evénement du jeudi » (le Monde du 2 septembre). Il a déclaré : « M. Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : « Nous devons nous aller » aux élections municipales y compris avec le Parti communiste, car « le PC, lui, perd des forces, tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner ». Interrompu alors par des applaudissements, M. Le Pen a conclu : « M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu. »

Annouçant « un renouveau » et un développement du mouvement, le président du Front national a prévenu ses supporters enthousiastes qu'ils vont « devenir des citoyens d'élite après s'être exercés sur des responsabilités ». Il s'agit désor-

mais, a encore ajouté M. Le Pen, « de présenter l'image d'une formation qui mérite d'arriver au gouvernement parce que c'est elle qui symbolise le mieux la fraternité française et la solidarité ». Les candidats du Front national aux élections cantonales (scrutin où le mouvement ne nourrit pourtant pas de « grandes ambitions ») n'ont pas été oubliés dans cette distribution d'encouragements : « Vous êtes les porte-drapeaux de ceux qui se battent pour les meilleurs, les plus français et de ceux qui veulent conserver la France aux Français. »

Mais le véritable cheval de bataille de la rentrée du FN demeure la campagne pour le « non » au référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. M. Le Pen a ainsi proposé au premier ministre « leader des partisans des » ou « d'organiser avec lui, « leader des partisans du » non » un « grand débat national » sur cette question. Le président du Front national a d'ailleurs jugé « désinvoltes et pitoyables » les propos de M. Michel Rocard, qui a reconnu que l'abstention risquait de dépasser 50 % des électeurs inscrits. Ces propos montrent, selon M. Le Pen, « la dérive intellectuelle et politique de la démarche » du premier ministre.

Rappelant l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 qui avait provoqué son départ de l'Elysée, le chef de file de l'extrême droite a souligné que, en cas de victoire du « non », le 6 novembre prochain, M. François Mitterrand en « fera les mêmes conséquences ». Après 68-69, 88-89 », a lancé M. Le Pen à l'assistance qui a répondu aux cris de « Mitterrand sous le camp ! ».

Le Front national ne permettra pas à la Nouvelle-Calédonie de devenir indépendante, « même si elle en a le désir », a affirmé le président du mouvement, cela en raison de la « primauté de l'intérêt supérieur de la nation ». Car il faut, selon lui, conserver, ce « levier essentiel et irremplaçable de la puissance française et européenne » dans le Pacifique, la puissance étant la « condition de la liberté, de l'indépendance et de l'existence ». Si l'indépendance est proclamée en

Nouvelle-Calédonie, l'ensemble des DOM-TOM voudrait adopter des solutions identiques et « même en Corse, les séparatistes étudient avec beaucoup d'intérêt l'accord Tiboulet-Lafleur », a prédit M. Le Pen. C'est pourquoi, « on ne doit pas laisser régler le sort (de l'archipel) par un milliardaire et un agitateur révolutionnaire ».

V.D.

M. Durafour : « Egal à lui-même »

M. Jean-Marie Le Pen « regrette le bon temps du temps nazi et il souhaiterait le voir recommencer », a déclaré, le vendredi 2 septembre sur TF 1, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, qui a été qualifié par le président du FN, de « Durafour et Dumoulin » puis de « Durafour-crématoire ». « Hélas M. Le Pen est égal à lui-même », a constaté le ministre de l'« ouverture ». Après le détail des milliers de morts déportés dans les camps hitlériens, il parle maintenant de « jours crématatoires ». Il persiste et signe. C'est, selon lui, un avertissement pour tous les démocrates.

M. Durafour a néanmoins indiqué qu'il ne porterait pas plainte contre le chef de file de l'extrême droite car il a, a-t-il expliqué, « infiniment de mépris pour M. Le Pen » et ne « veut pas lui donner une autorité quelconque en le poursuivant en justice ».

M. Jean-Pierre Bloch, président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), a de son côté fait savoir qu'il envisage de donner une suite judiciaire à cet incident.

« Une lutte sans merci s'est ouverte entre Jean-Marie Le Pen et nous », a, pour sa part, déclaré, samedi sur la Cinq, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan.

Interrogé samedi 3 septembre à Chamonix, François Léotard s'est déclaré « choqué et bouleversé » et M. Juppé « indigné ».

L'université d'été des jeunes RPR

« Seul Jacques Chirac incarne l'espérance du gaullisme » assure M. Alain Juppé

LA BAULE
de notre envoyée spéciale

La vie politique a des hauts et des bas, mais ces aléas ne semblent pas avoir d'influence sur les réunions du RPR : l'enthousiasme est toujours au rendez-vous, le nom de Jacques Chirac scandé avec passion, la contestation de la ligne officielle soigneusement canalisée. La première journée de l'université d'été des jeunes du mouvement chiracien, le vendredi 2 septembre à La Baule (Loire-Atlantique) en a apporté une nouvelle démonstration.

Mais, derrière l'apparence, la réalité ne peut manquer de se faire jour. Les dirigeants du RPR ne camouflent que difficilement l'irritation que leur causent les déclarations critiques distillées tout au long de l'été par M. Philippe Séguin et certains de ses amis. Et si, dans son discours devant les jeunes, M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement, a renouvelé ses appels pour que tous ceux qui souhaitent, à son instar, la « rénovation » viennent travailler avec lui, il a aussi lancé à ses contestataires tant de piques que l'on pouvait se demander quel accueil leur serait fait samedi à La Baule.

La nostalgie n'est pas un programme

Aujourd'hui, alors que la contestation règne chez les aînés, les jeunes sont d'une sagesse de premiers communistes. Tout juste si, par le triomphe qu'ils ont fait à l'une des leurs, une calèche qui affirmait que les accords sur la Nouvelle-Calédonie allaient conduire à l'indépendance du territoire, et par leur slogan « Calédonie française », ils ont montré qu'ils espéraient une attitude encore plus ferme de la direction du RPR sur ce dossier.

M. Juppé veut profiter de ces universités d'été pour indiquer aux « séguinistes » et autres « rénovateurs » jusqu'où ils peuvent aller.

M. Juppé a fait la démonstration de la façon dont il conçoit l'analyse des erreurs commises dans l'explication qu'il a donnée des raisons de l'échec de M. Chirac. Axiome de départ : le gouvernement Chirac a « réussi », mais il a commis deux erreurs : l'une, dont M. Juppé a sa part : une mauvaise explication des raisons de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; l'autre, dont M. Séguin est le principal responsable, même si l'ancien ministre délégué au budget en assume la « responsabilité » par « solidarité » gouvernementale : la limitation du nombre des médicaments remboursés à 100 %.

Pour le reste, c'est la faute à M. Barre, qui, en dénonçant « à l'envie l'Etat RPR, la politique des noyaux durs ou le déclin écono-

que de la France », a semé l'« ivraie » que M. Mitterrand n'a eu qu'à récolter. A cela il faut aussi ajouter l'habileté « politicienne » du président sortant et la préférence des Français pour l'« immobilisme » qu'il aurait incarné plutôt que pour le « dynamisme » que leur aurait proposé M. Chirac.

Voilà pour le passé. Pour l'avenir, M. Juppé veut faire du RPR « le point d'ancrage » (...) de toutes les forces politiques éprises de progrès et de liberté que tôt ou tard l'alternance ramènera au pouvoir, même si pour cela ses militants devront « apprendre la vertu de la patience ». En attendant, il le reconnaît : il faut renouer le mouvement ; il se vante même de l'avoir dit dès 1984. Mais cela ne saurait remettre en cause ses traditions. Ainsi, « la démocratie interne à ses disciplines ». D'abord parce qu'au RPR tout le pouvoir exécutif doit appartenir au président « élu par la base », au secrétaire général qu'il nomme et aux délégués de celui-ci. Ensuite parce que la démocratie interne, ce n'est pas « la multiplication des rivalités personnelles et des stratégies individuelles » ni « le dénigrement systématique du mouvement par voie de presse ».

Evocant le souvenir de M. Séguin que le RPR retrouve ses sources gaullistes, le secrétaire général répliqua : « Il ne suffit pas de prêter le retour aux sources de notre engagement politique pour répondre convenablement aux aspirations de nos contemporains. La nostalgie n'est pas un programme politique ».

Surtout, il ne paraît pas pardonner à ceux qui, comme M. Séguin ou Filion, ont expliqué que le RPR était devenu un outil électoral au service de son président. « Soyons sérieux, seul Jacques Chirac incarne, aujourd'hui et pour les années qui viennent, l'espérance du gaullisme », leur a répondu M. Juppé.

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire national à la jeunesse, a renchéri en rappelant que tous les militants de sa génération étaient « venus au RPR pour Jacques Chirac ». D'ailleurs, les cris de « Chirac ! Chirac ! » scandés par l'assistance quand il lui a demandé si elle faisait « toujours confiance » au maire de Paris pour la conduire prouvent que celui-ci n'a pas de souci à se faire. Il devait avoir, dimanche, à La Baule, pour sa première intervention publique depuis les législatives, un public acquis d'avance.

THERRY BRÉHIER.

Les chambres à gaz, un « détail »

M. Le Pen n'en est pas à sa première évocation de l'holocauste nazi. Déjà, le 13 septembre 1987, au cours du Grand Jury RTL-le Monde, le président du Front national a déclaré : « Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. » « Six millions de morts », c'est un point de détail ? s'est alors étonné Paul-Jacques Truffaut de RTL. « La question qui a été posée est de savoir comment ces gens ont été tués ou non (...). C'est un point de détail de la guerre. Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée, à laquelle tout le monde doit

croire, que c'est une obligation morale ? », a poursuivi M. Le Pen. « Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions ».

Après plusieurs jours de scandale, M. Le Pen avait assuré « ses compatriotes juifs français » que « la France a la même amour pour tous ses fils, quelles que soient leurs races ou leurs religions », avant d'ajouter : « J'accuse le lobby pro-immigré, véritable syndicat anti-Le Pen, d'avoir organisé et conduit contre moi ces procès en sorcellerie ».

Cette affaire, qui avait fait chuter de quelques points la popularité de M. Le Pen, ne l'a pas empêché de frôler les 15 % au premier tour du scrutin présidentiel.

Une victoire pour les Européens

Les Américains rejettent la norme japonaise de télévision haute définition

Les Américains choisissent une troisième norme pour la télévision haute définition, la grande révolution des téléviseurs attendue pour les années 90. Ni la norme japonaise Muse ni la norme européenne Mac Paquet ne seront retenues par la Federal Communication Commission (FCC), l'organisme de tutelle à Washington. Alors qu'aujourd'hui le monde de la télévision est déjà partagé en trois systèmes, l'américain NTSC, l'allemand PAL et le français SECAM, la TV de l'an 2000 ne sera pas mondiale.

La décision finale de la FCC ne sera prise qu'en 1990, date à laquelle doit se prononcer également l'organisme de concertation mondial le CCIR (comité consultatif international des radio communications). Mais les considérations techniques qui conduiront à la décision américaine ont été fixées le jeudi 1^{er} septembre, selon le Financial Times qui les révèle. Les Américains ont donc choisi une troisième voie.

Selon le quotidien britannique la FCC a retenu trois principes : ● La future télévision haute définition (TVHD) doit emprunter des

fréquences qui permettront aux portes actuelles de la recevoir. Et même si les téléviseurs qui ne disposent pas d'un téléviseur neuf (avec 120 lignes au lieu des 625 actuelles en Europe et 525 avec le NTSC) n'auront qu'une image dégradée, ils ne seront pas obligés de renouveler leur équipement ; ● Le signal de TVHD doit être transmissible par câble, satellite ou faisceaux hertziens ; ● La qualité de la norme américaine doit être comparable aux autres systèmes de TVHD.

La première clause écarte le Muse japonais qui n'assure pas la compatibilité et qui entraînerait un renouvellement mondial du parc.

Cette décision marque ainsi officiellement la victoire des Européens. Les Américains, qui étaient prêts, au départ, à adopter le système japonais, se dirigent aujourd'hui vers une norme dont la philosophie est proche du Mac Paquet et qui convient aux fabricants européens Philips et Thomson. Ceux-ci, au demeurant, envisagent une « convergence » des normes américaines et européennes.

La Corée du Nord confirme qu'elle ne participera pas aux Jeux de Séoul

La Corée du Nord a décidé de ne pas envoyer ses athlètes participer aux Jeux olympiques de Séoul, du 17 septembre au 2 octobre, sa proposition de coorganiser les Jeux avec la Corée du Sud n'ayant pas été acceptée, a annoncé vendredi 2 septembre, à Pyongyang, le Comité national olympique nord-coréen.

Cinq autres pays n'ont pas répondu à l'invitation du Comité international olympique : Cuba, le Nicaragua, les Seychelles, l'Albanie et l'Ethiopie. — (AFP.)

● CORÉE DU SUD : Une journaliste de l'« Humanité » refoulée. — La correspondante à Pékin de l'« Humanité », M^{lle} Dominique Bari, a été refoulée de Corée du Sud, le mardi 30 août, (nos dernières éditions du 3 septembre) après avoir été détenue pendant une nuit à l'aéroport de Séoul. Selon le quotidien communiste français, « elle devait réaliser un reportage sur le Corée du Sud à quelques semaines des Jeux olympiques ». Des journaux japonais et plusieurs agences de presse à Séoul, citant des responsables de l'aéroport de Séoul, ont affirmé que M^{lle} Bari était soupçonnée d'appartenir à l'organisation terroriste palestinienne Septembre noir, responsable notamment du massacre des J.O. de Munich en 1972, et que le journaliste était fiché comme tueur par Interpol.

Sécurité routière

Quand les Italiens lèvent le pied...

Les Italiens sont en train d'administrer aux Français une belle leçon de sécurité routière. On sait que, dans l'hexagone, on se perd en discussions sur la responsabilité de la vitesse dans l'accidentologie. Depuis le début de cette année, une importante minorité ne veut pas voir que la vitesse excessive est la cause de 45 % des accidents mortels, devant l'alcool (40 %). Elle ne veut pas entendre que, au mois de juillet, les accidents ont augmenté de 5,6 % par rapport au mois correspondant de l'année précédente, alors que le nombre des morts s'est accru de 14,5 %. Ce qui veut dire que l'on roule de plus en plus à tombeau ouvert.

L'Italie apporte aujourd'hui la preuve à contrario que la vitesse est un facteur essentiel d'insécurité routière. M. Enrico Ferri, ministre des travaux publics, n'y était pas allé par quatre chemins, le 21 juillet, en limitant, jusqu'au 11 septembre, à 110 km/h sur autoroute et à 90 km/h sur route la vitesse maximale autorisée pour toutes les catégories de véhicules. Jusque-là, les voitures de plus de 1000 cm³ pouvaient pousser jusqu'à 140 km/h sur autoroute et jusqu'à 110 km/h sur route, les petites cylindrées étant limitées respectivement à 130 km/h et à 100 km/h. Ce fut un beau tollé au pays de l'auto souveraine !

Pourtant, les statistiques témoignent de façon spectaculaire des bienfaits d'une telle

mesure. Alors que au cours du premier trimestre, le nombre des accidents croissait — comme dans le reste de l'Europe — de 14,6 % et celui des morts de 27,5 %, la courbe s'est complètement inversée. Du 1^{er} juillet au 28 août, on a relevé 37 708 accidents (38 494 en 1987), 32 018 blessés (32 634) et 1 284 morts (1 412) : cent vingt-huit vies humaines épargnées, soit une baisse de 9 %.

Ce résultat permettra peut-être à M. Ferri de résister au lobby automobiliste et d'obtenir du gouvernement et du Parlement la pérennité des limitations de vitesse. Le ministre a l'ambition de mettre son pays à l'heure européenne en complétant un code de la route encore peu contraignant. Le port de la ceinture de sécurité deviendrait obligatoire ; le permis de conduire serait réformé et un taux d'alcoolémie maximal serait institué pour les conducteurs.

Quand on voit une telle prise de conscience chez nos voisins ultramontains, on peut redouter que la France ne confirme sa place de cancre dans le domaine de la sécurité routière. En 1986, il y a eu 311 Italiens tués et... 482 Français par million de véhicules en circulation. Un beau sujet de méditation pour le comité interministériel qui se penchera, au mois d'octobre à Paris, sur les moyens de rendre les routes de France plus sûres.

ALAIN FAUJAS.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LMI.

Ecole Suisse de Graphologie, Beau Site 63, CH 101 Remy-Berne Suisse

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1988 a été tiré à 521 530 exemplaires

du jeudi 1^{er} au lundi 12 septembre 1988

foire européenne strasbourg

A C D E F G H

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 890 F VESTONS 1 400 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS SUR MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h (samedi à partir du 24 septembre)

RAYONNAGES BIBLIOTHÉQUES À VOS MESURES PRIX TRÈS COMPÉTITIFS 25 ans d'expérience 12-M. Long, Fabienne - 286, rue de Valenciennes - 75014 Paris - M^o Alésia - Tél. : 45-46-57-40

Le Monde